
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi 250

Bill 250

Code des professions

Professional Code

Première lecture

First reading

M. CASTONGUAY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 250

Code des professions

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans le présent code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

a) « corporation » ou « corporation professionnelle »: toute corporation professionnelle dont le nom apparaît à l'annexe I du présent code ou qui est constituée conformément au présent code;

b) « Bureau »: tout bureau institué au sein d'une corporation professionnelle;

c) « professionnel »: tout membre d'une corporation;

d) « Conseil interprofessionnel »: le Conseil interprofessionnel du Québec institué par le présent code;

e) « Office »: l'Office des professions du Québec institué par le présent code;

f) « permis »: un permis délivré conformément au présent code, qui permet d'exercer la profession d'exercice exclusif qui y est mentionnée et d'utiliser un titre réservé aux professionnels exerçant cette profession ou qui permet uniquement d'utiliser un titre réservé aux membres de la corporation délivrant ce permis, sous réserve de l'inscription au tableau de cette corporation du détenteur de ce permis;

g) « autorisation spéciale »: une autorisation spéciale accordée pour un temps

Bill 250

Professional Code

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this Code, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:

(a) "corporation" or "professional corporation": any professional corporation of which the name appears in Schedule I to this Code or which is constituted in accordance with this Code;

(b) "Bureau": any bureau established within a professional corporation;

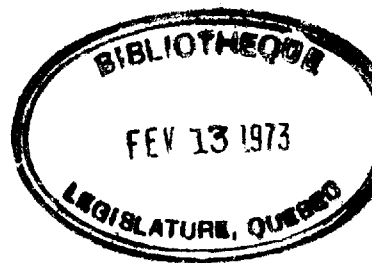
(c) "professional": any member of a corporation;

(d) "Interprofessional Council": the Québec Interprofessional Council established by this Code;

(e) "Board": the Québec Professions Board established by this Code;

(f) "permit": a permit issued under this Code which allows the exclusive practice of the profession mentioned therein and the use of a title reserved to the professionals practising such profession or only allows the use of a title reserved to the members of the corporation issuing the permit, subject to entry of the holder of such permit on the roll of that corporation;

(g) "special authorization": a special authorization granted for a limited period



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a principalement pour objet d'établir une procédure et des règles disciplinaires que devront suivre les corporations professionnelles soumises au Code des professions, de déterminer pour celles-ci un mécanisme identique de vérification de la qualité des actes professionnels posés par leurs membres, de constituer un Office des professions du Québec chargé de veiller à ce que les corporations professionnelles assurent la protection du public et d'instituer un Conseil interprofessionnel du Québec ayant pour rôle de faire des recommandations à l'Office et au gouvernement.

Le chapitre I contient des définitions.

Le chapitre II institue l'Office des professions du Québec, qui sera composé de cinq membres nommés par le gouvernement; trois de ces membres, dont le président ou le vice-président, seront choisis parmi une liste d'au moins cinq noms fournie par le Conseil interprofessionnel. L'Office devra notamment veiller à ce que chaque corporation professionnelle adopte un code de déontologie, détermine une procédure d'arbitrage des comptes de ses membres, établisse un fonds d'indemnisation et détermine les éléments qu'un professionnel pourra mentionner dans sa publicité; il devra aussi faire enquête dans certaines circonstances sur l'administration financière des corporations professionnelles, faire rapport au gouvernement sur les corporations professionnelles qui seront en difficulté financière ou qui ne rempliront pas leurs obligations, soumettre pour approbation au gouvernement des tarifs d'honoraires pour les services rendus par les professionnels et publier un recueil des décisions rendues en matière disciplinaire en vertu du Code des professions. Le gouver-

EXPLANATORY NOTES

The main object of this bill is to establish procedure and rules of discipline to be followed by the professional corporations subject to the Professional Code, to institute a uniform system as regards these corporations for ascertaining the quality of the professional acts done by their members, to constitute a Québec Professions Board to see that the professional corporations ensure the protection of the public, and to set up a Québec Interprofessional Council which will make recommendations to the Board and to the Government.

Chapter I contains definitions.

Chapter II establishes the Québec Professions Board, which will be made up of five members appointed by the Government; three of such members, including the president or the vice-president, will be chosen from a list of at least five names furnished by the Interprofessional Council. The Board must in particular see that each professional corporation adopts a code of ethics, determines an arbitration procedure for its members' accounts, establishes an indemnity fund and determines what a professional may include in his advertising; it must also inquire into the financial administration of professional corporations in certain circumstances, report to the Government on professional corporations in financial difficulty or which do not fulfil their obligations, submit for approval to the Government the tariffs of fees for services rendered by professionals and publish a compilation of the decisions rendered in disciplinary matters under the Professional Code. The Government may place under the control of the Board professional corporations which show a deficit or have insufficient

limité, conformément au présent code, à une personne ne détenant pas un permis, afin de lui permettre d'exercer la profession d'exercice exclusif qui y est mentionnée et d'utiliser un titre réservé aux professionnels exerçant cette profession ou afin de lui permettre uniquement d'utiliser un titre réservé aux membres de la corporation accordant cette autorisation;

h) « tableau »: la liste des membres en règle d'une corporation, dressée conformément au présent code;

i) « ministre »: le premier ministre ou tout autre ministre qu'il désigne.

2. Sous réserve des dispositions inconciliables d'une loi particulière, le présent code s'applique à toutes les corporations professionnelles.

CHAPITRE II

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

3. Est institué un organisme sous le nom, en français, de « Office des professions du Québec » et, en anglais, de « Québec Professions Board ».

[[**4.** L'Office est composé de cinq membres, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement. Trois de ces membres, dont le président ou le vice-président, sont choisis parmi une liste d'au moins cinq noms fournie par le Conseil interprofessionnel.

Le président et le vice-président sont nommés pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans et les autres membres, pour une période déterminée qui ne peut excéder trois ans.

Une fois déterminés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent être réduits.

A l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.]]

[[**5.** Le secrétaire et les autres employés de l'Office sont nommés, sur recommandation de celui-ci, par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur rémunération; ils ne peuvent être destitués que conformément à l'article 61 de la Loi de

under this Code to a person who does not hold a permit, to allow him the exclusive practice of the profession mentioned therein and the use of a title reserved to the professionals practising such profession or to allow him only the use of a title reserved to the members of the corporation granting this authorization;

(h) "roll": the list of the members in good standing of a corporation, prepared under this Code;

(i) "Minister": the Prime Minister or any other minister designated by him.

2. Subject to the inconsistent provisions of a special act, this Code applies to all professional corporations.

CHAPTER II

QUÉBEC PROFESSIONS BOARD

3. There shall be a body called the "Québec Professions Board" in English and "Office des professions du Québec" in French.

[[**4.** The Board shall consist of five members, including a chairman and a vice-chairman, appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries. Three of such members, including the chairman or the vice-chairman, shall be chosen from a list of at least five names furnished by the Interprofessional Council.

The chairman and the vice-chairman shall be appointed for a fixed period not to exceed ten years and the other members for a fixed period not to exceed three years.

Once fixed, their term of office and the amounts of their salaries cannot be reduced.

Upon the expiry of their term, they shall remain in office until reappointed or replaced.]]

[[**5.** The secretary and the other employees of the Board shall be appointed, on its recommendation, by the Lieutenant-Governor in Council, who shall fix their remuneration; they cannot be dismissed except in accordance with section 61 of

nement pourra placer sous le contrôle de l'Office les corporations professionnelles qui présenteront une situation financière déficitaire ou qui auront des revenus insuffisants pour remplir leurs obligations. L'Office devra faire un rapport de ses activités, avant le 1^{er} juillet de chaque année, au ministre chargé de l'application du code et celui-ci devra le déposer à l'Assemblée nationale.

Au chapitre III, on institue le Conseil interprofessionnel du Québec qui sera formé du président ou d'un représentant de chacune des corporations professionnelles. Le Conseil aura pour principale fonction d'étudier les problèmes généraux des corporations professionnelles et de faire des recommandations à l'Office et au gouvernement à ce sujet. Chaque corporation professionnelle devra verser une contribution annuelle au Conseil. Le Conseil devra faire un rapport de ses activités, avant le 1^{er} juillet de chaque année, au ministre chargé de l'application du code et celui-ci devra le déposer à l'Assemblée nationale.

Le chapitre IV détermine les règles applicables aux corporations professionnelles.

La section I de ce chapitre concerne la constitution des corporations professionnelles. On y constitue un certain nombre de corporations professionnelles mentionnées aux paragraphes 22 et suivants de l'annexe I et on y pose comme principe que nulle autre corporation professionnelle ne pourra être constituée, si ce n'est par une loi ou par des lettres patentes émises en vertu du code. Certains critères sont établis afin de déterminer si une corporation professionnelle sera constituée ou non à l'avenir et on précise, en particulier, que le droit exclusif d'exercer une profession ne pourra être accordé aux membres d'une corporation que par une loi, lorsque la protection du public l'exigera. Désormais, seul un membre du Conseil exécutif pourra présenter un projet de loi constituant une corporation professionnelle ou modifiant une loi constituant une telle corporation. Les corporations professionnelles se voient attribuer comme principale fonction le soin d'assurer la protection du public, en contrôlant l'exercice de la profession par leurs membres. En outre, seules les corporations régies par le Code des professions auront désormais le droit d'utiliser l'expression « corporation professionnelle » ou une expression semblable.

funds to meet their obligations. The Board must make a report of its activities to the Minister entrusted with applying the Code, before the 1st of July each year, and the Minister must table the report in the National Assembly.

The Québec Interprofessional Council is established in chapter III; this Council will consist of the president or a representative of each professional corporation. The Council's main task will be to study the general problems of the professional corporations and to make recommendations to the Board and the Government in that regard. Each professional corporation will be required to make a contribution each year to the Council. Before the 1st of July each year, the Council must make a report on its activities to the Minister entrusted with the application of the Code, and the Minister must table the report in the National Assembly.

Chapter IV determines the rules applicable to professional corporations.

Division I of this chapter deals with the incorporation of professional corporations. Certain professional corporations, listed in paragraphs 22 and following of Schedule I, are constituted and the principle is laid down that no other professional corporation may be constituted except by an act or by letters patent issued under the Code. Certain criteria are established to determine whether a given corporation will or will not be constituted in the future and it is specially provided that the exclusive right to practise a profession cannot be granted to the members of a professional corporation except by law when this is required to protect the public. From now on, only a member of the Executive Council may present a bill to constitute a professional corporation or to amend an act constituting such a corporation. The main function of the professional corporations will be to ensure that the public is protected by supervising the practice of the profession by their members. Moreover, only corporations governed by the Professional Code will have the right in future to use the expression "professional corporation" or a similar one.

la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

6. Nul ne peut être membre de l'Office s'il n'est domicilié au Québec et s'il n'est membre d'une corporation.

Le quorum de l'Office est fixé à trois membres.

Le siège social de l'Office est situé dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

7. Le président et le vice-président doivent s'occuper exclusivement du travail de l'Office et des devoirs de leurs fonctions.

8. Le président préside les réunions de l'Office; il est responsable de l'administration des affaires de l'Office dans le cadre de ses règlements.

[[**9.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsque le vice-président ou un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne chargée d'exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe son traitement.]]

10. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de l'Office est comblée pour la durée non écoulée de ce mandat, en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer.

11. Les membres de l'Office et les personnes qui travaillent pour l'Office sont tenus de prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle contenu à l'annexe III.

12. L'Office a pour fonction de veiller à ce que chaque corporation assure la protection du public.

L'Office doit notamment :

a) s'assurer que chacune des corporations adopte un code de déontologie conformément à l'article 83;

the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

6. No person may be a member of the Board unless he is domiciled in the province of Québec and is a member of a corporation.

Three members shall constitute a quorum of the Board.

The corporate seat of the Board shall be situated in the territory of the Québec Urban Community.

7. The chairman and the vice-chairman must devote their time exclusively to the work of the Board and to the duties of their office.

8. The chairman shall preside over meetings of the Board and shall be responsible for the administration of its affairs within the scope of its regulations.

[[**9.** If the chairman is unable to act by reason of absence or illness he shall be replaced by the vice-chairman; when the vice-chairman or another member is so unable to act he may be replaced by a person appointed to perform his duties while he is unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his salary.]]

10. Any vacancy occurring during the term of office of a member of the Board shall be filled for the unexpired portion of such term by following the mode prescribed for the appointment of the member to be replaced.

11. The members of the Board and the persons employed by it must take the oath or make the solemn affirmation contained in Schedule III.

12. The function of the Board shall be to see that each corporation ensures the protection of the public.

The Board must in particular :

(a) ensure that each corporation adopts a code of ethics in accordance with section 83;

La section II détermine les professions dont l'exercice est réservé aux membres de certaines corporations professionnelles; il interdit l'exercice de ces professions par d'autres personnes que celles possédant un permis approprié et inscrites au tableau de la corporation habilitée à délivrer ce permis et il défend, en outre, l'utilisation des titres réservés à ces professionnels par d'autres personnes. On prévoit, cependant, que le président d'une corporation pourra permettre à une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation, d'exercer celle-ci pendant trois mois pour le compte des personnes indiquées dans l'autorisation. Les personnes effectuant un stage d'entraînement professionnel pourront, par ailleurs, poser certains actes professionnels dans le cadre des règlements.

La section III détermine les corporations professionnelles dont seuls les membres auront droit d'utiliser le titre qui leur est réservé. On prévoit que le président d'une telle corporation pourra permettre à une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation, d'utiliser le titre réservé à ceux-ci pendant trois mois.

Dans la section IV, on détermine, entre autres, les conditions de délivrance des permis. On prévoit, en particulier, que sous réserve d'une loi particulière, nul ne pourra obtenir un permis ou un certificat de spécialiste, s'il ne détient un diplôme reconnu valide à cette fin par le gouvernement ou jugé équivalent par le Bureau de la corporation délivrant ce permis ou ce certificat; on précise, toutefois, qu'un certificat de spécialiste pourra être délivré à une personne ne détenant pas un tel diplôme, mais possédant une formation reconnue équivalente par le Bureau. On interdit, par ailleurs, de refuser la délivrance d'un permis, d'une autorisation spéciale ou d'un certificat de spécialiste pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale. Par ailleurs, on pourra refuser d'inscrire au tableau d'une corporation une personne présentant un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de la profession régie par cette corporation. Enfin, on défend à un professionnel de refuser de fournir ses services à une per-

Division II determines those professions the practice of which is reserved to the members of certain professional corporations; it forbids the practice of these professions by persons other than those who hold an appropriate permit and are entered on the roll of the corporation empowered to issue that permit and forbids other persons from using titles reserved to these professionals. The president of a corporation may authorize a person legally authorized to practise outside Québec the same profession as the members of that corporation, to practise it for three months on behalf of the persons indicated in the authorization. Persons serving a period of professional training may also do certain professional acts within the scope of the regulations.

Division III determines the professional corporations whose members will have the exclusive right to use the title reserved to them. The president of such a corporation may allow a person legally authorized to practise the same profession outside Québec as the members of that corporation, to use the title reserved to them for three months.

In Division IV, the conditions for issuing permits are determined, inter alia. In particular, it is provided that, subject to a special act, no person may obtain a permit or a specialist's certificate unless he holds a diploma recognized as valid for the purpose by the Government or considered equivalent by the Bureau of the corporation which issues the permit or the certificate; it is specified, however, that a specialist's certificate may be issued to a person not holding such a diploma but having training considered equivalent by the Bureau. Moreover, it is forbidden to refuse the issue of a permit, special authorization or specialist's certificate because of race, colour, sex, religion, national extraction or social origin. Also, entry on the roll of a corporation may be refused to a person whose physical or mental condition is incompatible with the practice of the profession governed by that corporation. Finally, a professional is forbidden to refuse his services to a person because of race, colour, sex, age, religion, national extraction or social origin.

b) adopter, par règlement, le code de déontologie devant régir les membres d'une corporation en défaut d'en adopter un dans le délai fixé par l'Office;

c) s'assurer que chacune des corporations détermine une procédure d'arbitrage des comptes de ses membres que puissent utiliser les personnes recourant aux services de ceux-ci;

d) déterminer, par règlement, une procédure d'arbitrage des comptes des membres d'une corporation en défaut d'en déterminer une dans le délai fixé par l'Office;

e) veiller à ce que chacune des corporations établisse un fonds d'indemnisation;

f) établir, par règlement, le fonds d'indemnisation d'une corporation en défaut d'en établir un dans le délai fixé par l'Office;

g) veiller à ce que chacune des corporations détermine la procédure de son comité d'inspection professionnelle;

h) déterminer, par règlement, la procédure du comité d'inspection professionnelle d'une corporation en défaut d'en déterminer une dans le délai fixé par l'Office;

i) veiller à ce que chacune des corporations détermine les règles de conservation, d'utilisation ou de destruction des dossiers, livres et registres de ses membres après la cessation d'exercice, le décès, la suspension ou la radiation de ceux-ci du tableau de la corporation;

j) déterminer, par règlement, les règles de conservation, d'utilisation ou de destruction des dossiers, livres et registres des membres d'une corporation après la cessation d'exercice, le décès, la suspension ou la radiation de ceux-ci du tableau de la corporation, à défaut par cette dernière de déterminer de telles règles dans le délai fixé par l'Office;

k) veiller à ce que chacune des corporations détermine les éléments que ses membres peuvent mentionner au public dans leur publicité et les conditions suivant lesquelles ils peuvent faire cette publicité;

l) déterminer, par règlement, les éléments que les membres d'une corporation peuvent mentionner au public dans leur publicité et les conditions suivant lesquelles ils peuvent faire cette publicité, à défaut par la corporation de déterminer

(b) adopt, by regulation, a code of ethics to govern the members of a corporation which fails to adopt one within the delay fixed by the Board;

(c) ensure that each corporation establishes an arbitration procedure for the accounts of its members, which may be used by persons who have recourse to the services of the members;

(d) determine by regulation an arbitration procedure for the accounts of members of any corporation which fails to adopt one within the delay fixed by the Board;

(e) see that each of the corporations establishes an indemnity fund;

(f) establish by regulation the indemnity fund of a corporation which fails to establish one within the delay fixed by the Board;

(g) see that each of the corporations determines the procedure of its professional inspection committee;

(h) determine, by regulation, the procedure of the professional inspection committee of a corporation which fails to establish one within the delay fixed by the Board;

(i) see that each of the corporations determines rules for the preservation, use or destruction of the records, books and registers of its members after they have ceased to practise, died, been suspended or been struck off the roll of the corporation;

(j) determine, by regulation, the rules for the preservation, use or destruction of the records, books and registers of the members of a corporation after they have ceased to practice, died, been suspended or been struck off the roll of the corporation, if the corporation fails to determine such rules within the delay fixed by the Board;

(k) see that each of the corporations determines what its members may include in their public advertisements and the conditions under which they may advertise;

(l) determine, by regulation, what the members of a corporation may include in their public advertisements and the conditions under which they may advertise, if the corporation fails to determine their content and such conditions within the

sonne pour des raisons de race, de couleur, de sexe, d'âge, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale.

La section V édicte des règles au sujet de l'administration des corporations professionnelles. Celles-ci seront administrées par un Bureau formé d'administrateurs élus par les membres de la corporation et d'administrateurs nommés par l'Office. Le nombre des administrateurs variera suivant le nombre de membres de la corporation. Une procédure d'élection par correspondance est déterminée dans le projet. Le Bureau devra se réunir au moins une fois tous les trois mois. Parmi ses principales fonctions, on peut noter qu'il devra tenir à jour et publier le tableau des membres de la corporation, qu'il reconnaîtra l'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec, qu'il délivrera les certificats de spécialistes, le cas échéant, qu'il organisera des cours ou des stages de formation continue pour les professionnels et qu'il fixera les cotisations exigibles des membres de la corporation. Le Bureau devra, en outre, édicter des règlements afin d'adopter un code de déontologie, de déterminer une procédure d'arbitrage des comptes des membres de la corporation, d'établir un fonds d'indemnisation et de déterminer les éléments qu'un membre de la corporation peut mentionner dans sa publicité. Il pourra aussi adopter d'autres règlements, notamment pour fixer des normes sur la tenue des bureaux des professionnels, pour définir des spécialités au sein de la profession, pour déterminer les actes que peut poser une personne effectuant un stage d'entraînement professionnel, pour déterminer les conditions et modalités de délivrance des permis, des certificats de spécialiste et des autorisations spéciales et pour fixer les cas où des professionnels peuvent être assujettis à un stage de perfectionnement. Les règlements du Bureau devront être publiés dans la Gazette Officielle du Québec et soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et, dans certains cas, à celle de la majorité des membres de la corporation qui se prononceront. Un comité administratif pourra exercer les pouvoirs du Bureau sauf ceux que ce dernier doit exercer par règlement. Enfin, les membres de chaque corporation devront tenir au moins une assemblée générale, chaque année; le président de la corporation produira alors un rapport sur l'acti-

Division V makes rules for the administration of the professional corporations. They will be administered by a Bureau consisting of directors elected by the members of the corporation and of directors appointed by the Board. The number of directors will vary according to the number of members of the corporation. A procedure for election by correspondence is established in the bill. The Bureau must meet at least once every three months. It is to be noted that, among its main functions, it must keep up-to-date and publish the roll of the members of the corporation, recognize the equivalence of diplomas issued outside the province of Québec, issue specialist's certificates where necessary, organize refresher courses or training periods for professionals and fix the contributions exigible from the members of the corporation. The Bureau must also pass regulations to adopt a code of ethics, establish an arbitration procedure for the accounts of the members of the corporation, establish an indemnity fund and determine what the members of the corporation may include in their advertising. It may also pass other regulations, in particular to prescribe the standards for the keeping of professionals' offices, to define specializations within the profession, to determine the acts which may be performed by a person serving a period of professional training, or determine the terms and conditions for issuing permits, specialist's certificates and special authorizations and to determine the cases in which professionals may be obliged to serve a period of training. The regulations of the Bureau must be published in the Québec Official Gazette and submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council, and in certain cases to a majority of the members of the corporation who will decide thereon. An administrative committee may exercise the powers of the Bureau except those which the Bureau must exercise by regulation. Finally, the members of a corporation must hold at least one general meeting each year. The president of the corporation will there produce a report of the activities of the Bureau and the financial statement of the corporation and such report will be sent to the Board and to the Minister entrusted with the

ces éléments et ces conditions dans le délai fixé par l'Office;

m) suggérer, le cas échéant, à une corporation les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter aux règlements visés aux paragraphes *a* à *l*;

n) adopter, par règlement, les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter aux règlements visés aux paragraphes *a* à *l*, à défaut par une corporation d'adopter de telles modifications dans le délai fixé par l'Office;

o) faire enquête sur l'administration financière de toute corporation qui présente une situation financière déficitaire ou dont les revenus semblent insuffisants pour remplir ses obligations;

p) faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil sur les corporations qui présentent une situation financière déficitaire ou dont les revenus sont insuffisants pour remplir leurs obligations et sur celles qui ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par le présent code ou la loi les constituant;

q) suggérer pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de la corporation et des organismes intéressés, un tarif d'honoraires professionnels pour les services rendus par les membres de cette corporation, lorsque le coût de ces services n'est pas fixé par convention collective ou déterminé par la loi;

r) publier annuellement un recueil des décisions rendues conformément à la section VII du chapitre IV en matière disciplinaire, en omettant toutefois de mentionner le nom des parties et de toute autre personne impliquée.

13. Tout règlement adopté par l'Office en vertu de l'article 12 doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Dans le cas d'un règlement adopté en vertu du paragraphe *b* du second alinéa de l'article 12, le lieutenant-gouverneur en conseil doit s'assurer que ce règlement contient, entre autres, les dispositions mentionnées à l'article 83.

Après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, tout règlement visé au présent article est publié dans la *Cazette officielle du Québec* et il entre en vigueur à compter de cette publication

delay fixed by the Board;

(m) suggest, if need be, to a corporation amendments it considers necessary to make to the regulations contemplated in paragraphs *a* to *l*;

(n) adopt, by regulation, the amendments that it considers necessary to make to the regulations contemplated in paragraphs *a* to *l*, if a corporation fails to adopt such amendments within the delay fixed by the Board;

(o) investigate the financial administration of any corporation which shows a deficit or of which the income appears insufficient to meet its obligations;

(p) report to the Lieutenant-Governor in Council on those corporations which show a deficit or of which the income is insufficient to meet their obligations, and those which do not meet the obligations imposed upon them by this Code or the act constituting them;

(q) suggest for approval to the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the corporation and bodies concerned, a tariff of professional fees for the services rendered by the members of the corporation, when the cost of these services is not fixed by collective agreement or determined by law;

(r) publish a compilation, each year, of the decisions rendered on discipline, in accordance with Division VII of Chapter IV, omitting the names, however, of the parties and any other person involved.

13. Every regulation adopted by the Board under section 12 must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. In the case of a regulation adopted under paragraph *b* of the second paragraph of section 12, the Lieutenant-Governor in Council must ensure that it contains *inter alia* the provisions mentioned in section 83.

After it is approved by the Lieutenant-Governor in Council, every regulation contemplated in this section shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on such publica-

vité du Bureau et l'état financier de la corporation et ce rapport sera transmis à l'Office et au ministre chargé de l'application du Code des professions, qui le déposera à l'Assemblée nationale.

En vertu de la section VI, un comité d'inspection professionnelle formé de trois membres nommés par le Bureau sera formé au sein de chaque corporation. Ce comité surveillera la qualité des actes professionnels posés par les membres de la corporation et il procédera notamment à la vérification de leurs dossiers, livres et registres. Le comité ou un de ses membres fera enquête, de sa propre initiative ou à la demande du Bureau, sur la conduite et la compétence professionnelles de tout membre de la corporation.

La section VII contient des règles au sujet de la discipline au sein des corporations professionnelles. Un comité de discipline formé d'au moins trois membres sera constitué au sein de chaque corporation professionnelle. Le président du comité devra être un avocat ayant au moins dix ans de pratique et il sera nommé par le gouvernement. Les autres membres du comité seront désignés par la corporation parmi ses membres. La Corporation nommera par ailleurs, parmi ses membres, un secrétaire du comité de discipline, de même qu'un syndic et, si nécessaire, des syndics adjoints et des syndics correspondants. Le syndic, les syndics adjoints et les syndics correspondants pourront faire des enquêtes pour déterminer si un professionnel a commis une infraction au Code des professions ou à la loi particulière le régissant. Par la suite, le syndic ou un syndic adjoint pourra porter toute plainte qui paraît justifiée devant le comité de discipline; le Bureau pourra leur demander, par ailleurs, de porter une telle plainte. Chaque plainte sera entendue par le comité de discipline suivant une procédure déterminée dans le projet et le comité pourra, s'il trouve le professionnel coupable, lui imposer comme sanction la réprimande, l'amende, la radiation du tableau, la révocation du permis ou la révocation du certificat de spécialiste, de même que l'obligation de remettre à une personne une somme d'argent qui lui revient. Il pourra y avoir appel de la décision du comité de discipline devant un tribunal formé de trois juges de la Cour provinciale. Chaque décision du comité ou du tribunal sera transmise à l'Office des

application of the Professional Code, who will table it in the National Assembly.

Under Division VI, a professional inspection committee composed of three members appointed by the Bureau will be established within each corporation. Such committee will supervise the quality of the professional acts done by the members of the corporation, and it will in particular inspect their records, books and registers. The committee or one of its members will inquire, of his own initiative or at the request of the Bureau, into the professional conduct and competence of any member of the corporation.

Division VII contains rules on discipline within the professional corporations. A committee on discipline consisting of at least three members will be constituted within each professional corporation. The president of the committee must be an advocate with at least ten years' practice and will be appointed by the Government. The other members of the committee will be designated by the corporation from among its members. The Corporation will also appoint, from among its members, a secretary of the committee on discipline and a syndic and, if need be, assistant syndics and corresponding syndics. The syndic, assistant syndics and corresponding syndics may make inquiries to determine whether a professional has been guilty of an offence against the Professional Code or the special act governing it. The syndic or an assistant syndic may subsequently lodge any complaint which appears justified with the committee on discipline; the Bureau may also require him to lodge such complaint. Each complaint will be heard by the committee on discipline in accordance with a procedure determined in the bill, and the committee may, if it finds the professional guilty, impose on him as a penalty a reprimand, a fine, striking off the roll, revocation of his permit or specialist's certificate, or the requirement to remit a sum of money to any person entitled to it. An appeal will lie from the decision of the committee on discipline, to a tribunal consisting of three judges of the Provincial Court. Each decision of the committee or tribunal will be sent to the Professions Board which will publish, in the Québec Official Gazette, final decisions

ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

Cependant, les règlements adoptés en vertu du paragraphe *q* du second alinéa de l'article 12 doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* trente jours avant leur approbation et ils n'entrent en vigueur qu'après une semblable publication d'un avis de cette approbation ou, s'ils ont été modifiés lors de cette approbation, le jour de la publication des règlements tels qu'ils ont été modifiés.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut placer sous le contrôle de l'Office, dans la mesure et suivant les conditions et modalités qu'il fixe, les corporations qui, d'après un rapport de l'Office, présentent une situation financière déficitaire ou ont des revenus insuffisants pour remplir leurs obligations.

15. L'Office doit, au plus tard le trente juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

CHAPITRE III

LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL

16. Est institué le « Conseil interprofessionnel du Québec », désigné en anglais sous le nom de « Québec Interprofessional Council ».

17. Le Conseil interprofessionnel est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que le présent code lui confère.

18. En outre des autres fonctions qui lui sont conférées par la loi, le Conseil interprofessionnel étudie les problèmes généraux auxquels doivent faire face les corporations et adresse à l'Office ou au lieutenant-gouverneur en conseil toute recommandation qu'il juge appropriée.

tion or on any later date indicated therein.

However, the regulations adopted under paragraph *q* of the second paragraph of section 12 must be published in the *Québec Official Gazette* thirty days before their approval and shall come into force only after a similar publication of a notice of such approval or, if they have been amended at the time of such approval, on the day of the publication of the regulations as amended.

14. The Lieutenant-Governor in Council may place under the control of the Board, to the extent and on the terms and conditions he fixes, those corporations which, according to a report by the Board, show a deficit or have insufficient income to meet their obligations.

15. Not later than the thirtieth of June each year, the Board must make a report to the Minister of its activities for its preceding fiscal year; such report must also contain any information the Minister may require.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session, or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

CHAPTER III

INTERPROFESSIONAL COUNCIL

16. A "Québec Interprofessional Council", called "Conseil interprofessionnel du Québec" in French, is established.

17. The Interprofessional Council shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation with the particular powers this Code grants to it.

18. In addition to the other functions conferred upon it by law, the Interprofessional Council shall study the general problems which the corporations must face and send any recommendation it considers appropriate to the Board or the Lieutenant-Governor in Council.

professions, qui fera publier dans la Gazette officielle du Québec les décisions définitives de radiation permanente ou de révocation de permis. Ces dernières décisions seront transmises, en outre, par le secrétaire du comité de discipline à chaque membre de la corporation.

Le chapitre V permet au gouvernement d'adopter des règlements, notamment pour fixer les modalités de l'établissement, du financement et de l'administration d'un fonds d'indemnisation au sein d'une corporation, pour reconnaître les diplômés donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et pour établir les modalités de la collaboration des corporations professionnelles et des établissements d'enseignement dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à de tels diplômes et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études.

En vertu du chapitre VI, nul professionnel ne pourra faire de la radiologie ou de la radiothérapie sans détenir un permis spécial à cette fin, sauf s'il s'agit d'un médecin, d'un médecin vétérinaire ou d'un dentiste. L'Office des professions fixera les normes de délivrance et de détenton de ces permis, qui seront délivrés à un professionnel par le Bureau de sa corporation.

Le chapitre VII prévoit que les infractions autres que celles donnant lieu à un recours disciplinaire contre un professionnel seront punissables d'une amende de deux cents à deux mille dollars, à la suite d'une poursuite intentée par le procureur général ou la corporation intéressée. L'amende perçue sera versée au fonds consolidé du revenu, si le procureur général est le poursuivant, ou à la corporation, si c'est elle qui poursuit. Par ailleurs, le procureur général pourra requérir de la Cour Supérieure un bref d'injonction à l'égard de toute personne qui commettra des infractions répétées.

Le chapitre VIII permet à des personnes effectuant une enquête conformément au Code des professions de prendre connaissance, au cours d'une séance tenue à huis-clos, d'un dossier d'un professionnel et de requérir la remise de tout document relatif à cette enquête. On prévoit, en outre, que les personnes effectuant une telle enquête ne pourront être poursuivies en justice en

respecting permanent striking off the roll or revocation of permits. These decisions will also be sent by the secretary of the committee on discipline to each member of the corporation.

Chapter V enables the Government to make regulations, in particular to fix the terms and conditions of establishing, financing and administering an indemnity fund within a corporation, to recognize the diplomas giving access to a permit or specialist's certificate and to fix the terms and conditions of cooperation between professional corporations and teaching establishments in preparing the curricula leading to such diplomas, and in preparing the examinations or other means of evaluating the persons pursuing such studies.

Under chapter VI, no professional may practise radiology or radiotherapy without holding a special permit for that purpose, except in the case of a physician, veterinary surgeon or dentist. The Professions Board will prescribe the standards for the issuing and holding of such a permit, which will be issued to a professional by the Bureau of his corporation.

Chapter VII provides that offences other than those giving rise to disciplinary measures against a professional will make him liable to a fine of two hundred to two thousand dollars following proceedings instituted by the Attorney-General or the corporation concerned. The fine collected will be paid into the consolidated revenue fund if the Attorney-General is the prosecutor, or to the corporation, if it is the prosecutor. Moreover, the Attorney-General may require from the Superior Court a writ of injunction in respect of any person who commits repeated offences.

Chapter VIII enables persons making an inquiry in accordance with the Professional Code to apprise themselves, while sitting in camera, of the record of a professional and to require the delivery of any document respecting such inquiry. It is further provided that persons making such an inquiry may not be prosecuted by reason of any acts done in good faith in the perform-

19. Le Conseil interprofessionnel est formé du président ou d'un représentant de chacune des corporations.

Le président du Conseil est élu à la majorité des voix des membres présents du Conseil lors de la première réunion suivant le début de son année financière.

Au cas de vacance au poste de président du Conseil, celui-ci est remplacé pour la durée non écoulée de son mandat par un autre membre du Conseil élu de la même façon.

20. Chacune des corporations doit verser annuellement au Conseil interprofessionnel la contribution exigée par ce dernier pour la bonne administration de ses affaires.

21. Le Conseil interprofessionnel doit, au plus tard le trente juin, faire chaque année au ministre un rapport de ses activités.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

CHAPITRE IV

LES CORPORATIONS

SECTION I

CONSTITUTION DES CORPORATIONS

22. Sont constituées les corporations professionnelles mentionnées aux paragraphes 22 et suivants de l'annexe I du présent code.

Toute autre corporation professionnelle est constituée par une loi ou par des lettres patentes émises en vertu du présent code.

23. Pour déterminer si une corporation professionnelle doit ou non être constituée, il est tenu compte notamment de l'ensemble des facteurs suivants:

1° les connaissances requises pour exercer les activités des personnes qui seraient régies par la corporation dont la constitution est proposée;

2° le degré d'autonomie dont jouissent les personnes qui seraient membres de la corporation dans l'exercice des activités

19. The Interprofessional Council shall consist of the president or a representative of each corporation.

The president of the Council shall be elected by a majority vote of the members of the Council present at the first meeting after the beginning of its fiscal year.

If the office of chairman of the Council becomes vacant, the chairman shall be replaced for the unexpired portion of his term by another member of the Council elected in the same manner.

20. Each corporation must make each year to the Interprofessional Council the contribution required by the Council for the proper administration of its affairs.

21. Not later than the thirtieth of June each year, the Interprofessional Council shall make a report of its activities to the Minister.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

CHAPTER IV

CORPORATIONS

DIVISION I

INCORPORATION

22. The professional corporations mentioned in paragraphs 22 and following of Schedule I to this Code are incorporated.

Every other professional corporation shall be incorporated by an act or by letters patent issued under this Code.

23. To determine if a professional corporation should or should not be incorporated, account shall be taken particularly of the following factors:

(1) the knowledge required to engage in the activities of the persons who would be governed by the corporation which it is proposed to incorporate;

(2) the degree of independence enjoyed by the persons who would be members of the corporation in engaging in the activ-

raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions et qu'on ne pourra exercer contre elles les recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ni accorder contre elles une injonction.

ance of their duties and that none of the extraordinary recourses contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised and no injunction granted against them.

dont il s'agit, et la difficulté de porter un jugement sur ces activités pour des gens ne possédant pas une formation et une qualification de même nature;

3° le caractère personnel des rapports entre ces personnes et les gens recourant à leurs services, en raison de la confiance particulière que ces derniers sont appelés à leur témoigner, par le fait notamment qu'elles leur dispensent des soins ou qu'elles administrent leurs biens;

4° la gravité du préjudice ou des dommages qui pourraient être subis par les gens recourant aux services de ces personnes par suite du fait que leur compétence ou leur intégrité ne seraient pas contrôlées par la corporation;

5° le caractère confidentiel des renseignements que ces personnes sont appelées à connaître dans l'exercice de leur profession.

24. Le droit exclusif d'exercer une profession ne peut être conféré aux membres d'une corporation que par une loi; un tel droit ne doit être conféré que dans les cas où les actes posés par ces personnes sont de nature telle qu'en vue de la protection du public, ils ne peuvent être posés par des personnes ne possédant pas la formation et la qualification requises pour être membres de cette corporation.

25. Nul projet de loi constituant une corporation professionnelle ou modifiant une loi constituant une telle corporation ne peut être présenté à l'Assemblée nationale, si ce n'est par un membre du Conseil exécutif.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel, constituer par lettres patentes toute corporation professionnelle groupant les personnes auxquelles, en vue de la protection du public, il juge nécessaire d'attribuer un titre réservé.

Toutefois, des lettres patentes ne peuvent être émises en vertu du présent article moins de soixante jours après la publication du projet de lettres patentes par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis que le projet sera considéré par le lieutenant-gouverneur en conseil à l'ex-

ities concerned, and the difficulty which persons not having the same training and qualifications would have in assessing those activities;

(3) the personal nature of the relationships between such persons and those having recourse to their services, by reason of the special trust which the latter must place in them, particularly because such persons provide them with care or administer their property;

(4) the gravity of the prejudice or damage which might be sustained by those who have recourse to the services of such persons because their competence or integrity was not supervised by the corporation;

(5) the confidential nature of the information which such persons are called upon to have in practising their profession.

24. The members of a corporation shall not be granted the exclusive right to practise a profession except by an act; that right must not be granted except in cases where the acts done by these persons are of such a nature that for the protection of the public they cannot be done by persons not having the training and qualifications required to be members of the corporation.

25. No bill to incorporate a professional corporation or to amend an act to incorporate such a corporation may be presented to the National Assembly except by a member of the Executive Council.

26. The Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Board and the Interprofessional Council, may incorporate by letters patent any professional corporation which groups the persons to whom he deems it necessary, for the protection of the public, to grant a reserved title.

However, no letters patent under this section may be issued less than sixty days after the publication by the Minister of the draft letters patent in the *Québec Official Gazette* with a notice that the draft will be considered by the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of

piration des soixante jours suivant cette publication.

Les lettres patentes constituant une nouvelle corporation doivent être publiées dans la *Gazette officielle du Québec*, après qu'elles sont délivrées, et la corporation n'est formée qu'à compter de cette publication.

L'éditeur officiel du Québec doit insérer dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de la publication des lettres patentes mentionnées à l'alinéa précédent.

27. Chaque corporation est formée des professionnels qui en sont membres et constitue une corporation au sens du Code civil. Elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers qui lui sont conférés en vertu du présent code et de la loi la constituant.

28. Une corporation peut, nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs qu'elle émet, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fiducie, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275).

Elle doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

29. Chaque corporation a pour principale fonction d'assurer la protection du public.

À cette fin, elle doit notamment contrôler l'exercice de la profession par ses membres.

30. Seules les corporations auxquelles s'applique le présent code peuvent utiliser l'expression « corporation professionnelle », une autre expression comprenant ces deux termes ou une expression donnant lieu de croire qu'il s'agit d'une corporation régie par le présent code.

sixty days following such publication.

The letters patent incorporating a new corporation must be published in the *Québec Official Gazette* after they are issued, and the corporation shall be incorporated only from such publication.

The Québec Official Publisher must include in the annual statutes a table indicating the dates of publication of the letters patent mentioned in the preceding paragraph.

27. Each corporation shall consist of the professionals who are members of it, and shall be a corporation within the meaning of the Civil Code. It shall have the general powers of such a corporation and those particular powers conferred upon it under this Code and the act under which it is constituted.

28. Notwithstanding the Civil Code, a corporation may hypothecate, mortgage or pledge present and future moveable and immovable property, while retaining possession thereof, to secure payment of the bonds or securities it issues, give part only of such guarantees for the same purposes, and constitute such a hypothec, mortgage or pledge by trust deed, in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275).

It must dispose within a reasonable time of immoveables which have not been used for a period of seven consecutive years in the pursuit of its objects.

29. The principal function of each corporation shall be to ensure the protection of the public.

For this purpose it must in particular supervise the practice of the profession by its members.

30. Only the corporations to which this Code applies may use the expression "professional corporation", or another expression comprising both words or an expression leading to the belief that such a corporation is governed by this Code.

SECTION II

PROFESSIONS D'EXERCICE EXCLUSIF

31. Dans la présente section, les mots « corporation » et « corporation professionnelle » désignent une corporation professionnelle mentionnée aux paragraphes 1 à 21 de l'annexe I.

32. Nul ne peut de quelque façon prétendre être avocat, notaire, médecin, dentiste, pharmacien, optométriste, médecin vétérinaire, agronome, architecte, ingénieur, arpenteur-géomètre, ingénieur forestier, chimiste, comptable agréé, technicien en radiologie, denturologiste, opticien d'ordonnances, chiropraticien, acousticien en prothèses auditives, podiatre, infirmière ou infirmier, ni utiliser un titre pouvant laisser croire qu'il l'est, ni exercer une activité professionnelle réservée aux membres d'une corporation professionnelle, prétendre avoir le droit de le faire ou agir de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à le faire, s'il n'est détenteur d'un permis valide et approprié et s'il n'est inscrit au tableau de la corporation habilitée à délivrer ce permis, sauf si la loi le permet.

33. Nonobstant l'article 32, le président d'une corporation peut, par autorisation spéciale, habiliter une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation à exercer cette profession au Québec pour le compte de toute personne ou de tout groupe de personnes indiqué dans l'autorisation.

Cette autorisation est valide pour trois mois et ne peut être renouvelée que par le Bureau.

Au cas de refus du président d'accorder l'autorisation demandée, la demande peut en être faite au Bureau, dont la décision à ce sujet est sans appel.

34. L'article 32 n'empêche pas une personne qui effectue un stage d'entraînement professionnel en vue d'obtenir un permis d'exercice de poser certains actes professionnels conformément aux règle-

DIVISION II

EXCLUSIVE PROFESSIONS

31. In this division, the words "corporation" and "professional corporation" mean a professional corporation mentioned in paragraphs 1 to 21 of Schedule I.

32. No person shall claim in any manner to be an advocate, notary, physician, dentist, pharmacist, optometrist, veterinary surgeon, agrologist, architect, engineer, land-surveyor, forest engineer, chemist, chartered accountant, radiological technician, dental technician, dispensing optician, chiropractor, hearing aid acoustician, podiatrist or nurse, or use any title which may lead to the belief that he is one, or engage in a professional activity reserved to the members of a professional corporation, claim to have the right to do so or act in such a way as to lead to the belief that he is authorized to do so, unless he holds a valid, appropriate permit and is entered on the roll of the corporation empowered to issue the permit, unless it is allowed by law.

33. Notwithstanding section 32, the president of a corporation may, by special authorization, empower a person legally authorized to practise outside the Province the same profession as the members of such corporation to practise that profession in the Province on behalf of any person or group of persons indicated in the authorization.

Such authorization shall be valid for three months and shall be renewed only by the Bureau.

If the president refuses to grant the authorization applied for, the application therefor may be made to the Bureau and its decision in this respect shall not be subject to appeal.

34. Section 32 shall not prevent a person who is serving a period of professional training to obtain a permit to practise from doing certain professional acts in accordance with the regulations

ments édictés en vertu du paragraphe *h* de l'article 89.

made under paragraph *h* of section 89.

SECTION III

PROFESSIONS À TITRE RÉSERVÉ

35. Dans la présente section, les mots « corporation » et « corporation professionnelle » désignent une corporation professionnelle mentionnée aux paragraphes 22 et suivants de l'annexe I ou une corporation professionnelle constituée en vertu de l'article 26.

36. Nul ne peut :

a) utiliser le titre de « comptable en administration industrielle » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « R.I.A. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec;

b) utiliser le titre de « comptable général licencié » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « C.G.A. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;

c) utiliser le titre de « diététiste », de « diététicien » ou de « diététicienne » ni un titre quelconque comportant l'un de ces termes ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « Dt.P. » ou « P.Dt. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec;

d) utiliser le titre de « travailleur social » ou de « travailleuse sociale » ni un titre quelconque comportant l'une de ces expressions ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « T.S.P. » ou « P.S.W. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec;

e) utiliser le titre de « psychologue » ni un titre quelconque comportant ce terme ou l'équivalent, ni une abréviation de ce titre, s'il n'est détenteur d'un permis valide

DIVISION III

PROFESSIONS WITH RESERVED TITLES

35. In this division, the words "corporation" and "professional corporation" mean a professional corporation mentioned in paragraphs 22 and following of Schedule I or a professional corporation constituted under section 26.

36. No person shall:

(a) use the title "Registered Industrial Accountant" or any title comprising such expressions or the equivalent, or use the initials "R.I.A." unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Industrial Accountants of Québec;

(b) use the title "Certified General Accountant" or any other title comprising such expression or the equivalent, or use the initials "C.G.A.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec;

(c) use the title "Dietician", "Dietitian" or any other title comprising any of such expressions or the equivalent, or use the initials "P.Dt." or "Dt.P.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Dieticians of Québec;

(d) use the title "Social Worker" or any other title comprising such expression or the equivalent, or use the initials "P.S.W." or "T.S.P.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Social Workers of Québec;

(e) use the title "Psychologist" or any other title comprising such expression or the equivalent, or any abbreviation of such title, unless he holds a valid permit for

à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec;

f) utiliser le titre de « conseiller en relations industrielles » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « C.R.I. » ou « I.R.C. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec;

g) utiliser le titre de « conseiller d'orientation » ou d'« orienteur professionnel » ou un titre quelconque comportant l'une de ces expressions ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « C.O. », « C.O.P. », « G.C. » ou « V.G.C. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;

h) utiliser le titre d'« urbaniste », de « town planner » ou de « city planner » ni un titre quelconque comportant l'une de ces expressions ou l'équivalent, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec;

i) utiliser le titre d'« administrateur agréé » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « Adm.A. » ou « C.Adm. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;

j) utiliser le titre d'« évaluateur agréé » ou d'« estimateur agréé » ni un titre quelconque comportant l'une de ces expressions ou l'équivalent, ou s'attribuer les initiales « E.A. » ou « C.App. », s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;

k) utiliser le titre d'« hygiéniste dentaire » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec.

that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Psychologists of Québec;

(f) use the title "Industrial Relations Counsellor" or any other title comprising such expression or the equivalent, or use the initials "C.R.I." or "I.R.C.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec;

(g) use the title "Vocational Guidance Counsellor" or "Guidance Counsellor" or any other title comprising any of such expressions or the equivalent, or use the initials "G.C.", "V.G.C.", "C.O." or "C.O.P.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec;

(h) use the title "Urbanist", "Town Planner" or "City Planner" or any other title comprising any of such expressions or the equivalent, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Town Planners of Québec;

(i) use the title "Chartered Administrator" or any other title comprising such expression or the equivalent or use the initials "C.Adm." or "Adm. A.", unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec;

(j) use the title "Chartered Appraiser" or "Chartered Assessor" or any other title comprising one of such expressions or the equivalent, or use the letters "C.App." or "E.A.", unless he holds a valid permit for such purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec;

(k) use the title "Dental Hygienist" or any other title comprising such expression or the equivalent, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec.

l) utiliser le titre de « technicien dentaire » ni un titre quelconque comportant cette expression ou l'équivalent, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec;

m) utiliser le titre d'« orthophoniste » ou d'« audiologiste » ni un titre quelconque comportant l'un de ces termes ou l'équivalent, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec;

n) utiliser le titre de « physiothérapeute » ni un titre quelconque comportant ce terme ou l'équivalent, ni une abréviation de ce titre, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;

o) utiliser le titre d'« ergothérapeute » ni un titre quelconque comportant ce terme ou l'équivalent, ni une abréviation de ce titre, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec;

p) utiliser le titre d'« infirmière auxiliaire » ou d'« infirmier auxiliaire » ni un titre quelconque comportant l'une de ces expressions ou l'équivalent, s'il n'est détenteur d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

37. Toute personne inscrite au tableau d'une des corporations professionnelles suivantes peut exercer les activités professionnelles suivantes, en outre de celles qui lui sont autrement permises par la loi:

a) la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec: établir des prix de revient et faire de la comptabilité industrielle, de l'organisation et de la gestion des affaires;

b) la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec: rendre des services de tenue de livres et de comptabilité industrielle ou commerciale;

c) la Corporation professionnelle des diététistes du Québec: élaborer des régimes

l) use the title "Dental Technician" or any other title comprising such expression or the equivalent, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec;

m) use the title "Speech Therapist" or "Audiologist" or any other title comprising one of such terms or the equivalent, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec;

n) use the title "Physiotherapist" or any other title comprising such term or the equivalent or an abbreviation of such title, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec;

o) use the title "Occupational Therapist" or any other title comprising such term or the equivalent or an abbreviation of such title, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec;

p) use the title "Nurse's Aide" or any other title comprising such expression or the equivalent, unless he holds a valid permit for that purpose and is entered on the roll of the Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec

37. Every person entered on the roll of one of the following professional corporations may engage in the following professional activities in addition to those otherwise allowed him by law:

(a) the Professional Corporation of Industrial Accountants of Québec: establish cost accounting, do industrial accounting and organize and manage businesses;

(b) the Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec: perform book-keeping and industrial or commercial accounting services;

(c) the Professional Corporation of Dietitians of Québec: prepare food diets

alimentaires selon les principes de la nutrition et surveiller leur application;

d) la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec: intervenir auprès des personnes, des familles, des groupes ou des collectivités dans le but d'améliorer leur fonctionnement social;

e) la Corporation professionnelle des psychologues du Québec: fournir au public des services professionnels dans lesquels sont appliqués les principes et les méthodes de la psychologie scientifique; notamment, pratiquer la consultation et l'entrevue, utiliser et interpréter les tests standardisés des capacités mentales, d'aptitudes et de personnalité pour fins de classification et d'évaluation psychologiques et recourir à des techniques psychologiques pour fins d'orientation, de rééducation et de réadaptation;

f) la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec: exercer l'art d'établir, de maintenir et de modifier les relations entre employés, entre employeurs ou entre employeurs et employés;

g) la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec: guider les individus dans le choix d'une profession et des études qui y préparent, de manière que ce choix soit fait à la lumière d'une analyse systématique et d'une évaluation objective de leurs aptitudes et de leurs goûts;

h) la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec: fournir au public des services professionnels comportant l'application des principes et des méthodes d'aménagement et d'utilisation du territoire urbain ou à urbaniser;

i) la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec: participer à l'établissement, à la direction et à la gestion d'organismes publics ou d'entreprises, en déterminer ou en refaire les structures ainsi que coordonner et contrôler leurs modes de production ou de distribution et leurs politiques économiques ou financières;

j) la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec: formuler, en toutes matières, une opinion dûment motivée de la valeur d'un bien ou d'un droit immobilier et, en matière d'expropriation, d'un bien ou droit mobilier ou

according to the principles of nutrition and see that they are applied;

(d) the Professional Corporation of Social Workers of Québec: assist persons, families, groups or communities with a view to improving their social activity;

(e) the Professional Corporation of Psychologists of Québec: provide the public with professional services in which the principles and methods of scientific psychology are applied; in particular, advise and interview, use and interpret the standard tests of mental capacity, aptitude and personality for psychological classification and valuation and make use of psychological techniques for purposes of guidance, reeducation and rehabilitation;

(f) the Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec: practise the art of establishing, maintaining or changing relations between employees, between employers or between employers and employees;

(g) the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec: guide persons in the choice of a vocation and of the studies leading to it so that such choice is made in the light of a systematic analysis and an objective evaluation of their aptitudes and tastes;

(h) the Professional Corporation of Town Planners of Québec: provide the public with professional services involving the application of the principles and methods of development and use of urban land or land to be urbanized;

(i) the Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec: take part in the establishment, direction and management of public bodies or undertakings, determine or remodel their structures and coordinate and control their methods of production or distribution and their economic or financial policies;

(j) the Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec: give in all respects a duly motivated opinion on the value of any immoveable property or right and, in matters of expropriation, of any moveable or immoveable property or

immobilier et déterminer la valeur des biens sujets à l'évaluation conformément aux dispositions de la Loi sur l'évaluation foncière, du Code municipal, de la Loi des cités et villes, de toutes lois relatives aux communautés urbaines, de la Loi de l'instruction publique, des chartes spéciales de certaines cités et villes, de même que des lois particulières s'appliquant aux corporations municipales et scolaires;

k) la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec: dépister les maladies bucco-dentaires, enseigner les principes de l'hygiène buccale et, sous la direction d'un dentiste, utiliser des méthodes scientifiques de contrôle et de prévention des affections bucco-dentaires;

l) la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec: fabriquer ou réparer des prothèses dentaires, sur ordonnance d'un dentiste ou d'un médecin;

m) la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec: étudier, examiner, évaluer et traiter les troubles de l'audition, de la voix, de la parole et du langage et utiliser les moyens de suppléance requis;

n) la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec: poser tout acte thérapeutique qui a pour objet d'obtenir le rendement fonctionnel maximum d'une personne par des exercices physiques, par la thérapie manuelle ou par l'utilisation de moyens physiques tels que l'électrothérapie ou l'hydrothérapie;

o) la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec: poser tout acte qui a pour objet le traitement d'une personne en vue d'améliorer son indépendance fonctionnelle, principalement par l'utilisation d'activités de travail ou d'autres activités humaines courantes;

p) la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec: dispenser les soins infirmiers que requiert le traitement des malades.

38. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme donnant aux membres d'une corporation à laquelle elle s'applique le droit exclusif d'exercer les activités qui sont décrites à l'article 37 ou dans les lettres patentes constituant cette corporation.

right and determine the value of property subject to assessment in accordance with the Real Estate Assessment Act, the Municipal Code, the Cities and Towns Act, all laws governing the urban communities, the Education Act, the special charters of certain cities and towns and the special laws applicable to municipal and school corporations;

(k) the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec: detect dental oral diseases, teach the principles of oral hygiene and, under a dentist's supervision, use scientific means to control and prevent dental oral ailments;

(l) the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec: manufacture or repair dental prostheses, on the prescription of a dentist or physician;

(m) the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec: study, examine, appreciate and treat defects in hearing, voice, speech and language and use the substitutional devices required;

(n) the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec: do any therapeutic act the object of which is to obtain the maximum functional performance of a person through physical exercise, manual therapy or the use of physical means such as electrotherapy or hydrotherapy;

(o) the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec: do any act having as its object the treatment of a person to improve his functional independence, principally through the use of work activities or other ordinary human activities;

(p) the Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec: provide the nursing care required for the treatment of the sick.

38. Nothing in this division shall be interpreted as giving to members of a corporation to which it applies the exclusive right to engage in the activities described in section 37 or in the letters patent constituting such corporation.

39. Nonobstant l'article 36, le président d'une corporation peut, par autorisation spéciale, habiliter une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation à utiliser au Québec le titre réservé aux membres de la corporation.

Cette autorisation est valide pour trois mois et ne peut être renouvelée que par le Bureau.

Au cas de refus du président d'accorder l'autorisation demandée, la demande peut en être faite au Bureau, dont la décision à ce sujet est sans appel.

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES

40. Le Bureau d'une corporation délivre un permis à toute personne qui satisfait aux conditions prescrites par le présent code, la loi constituant cette corporation et les règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

41. Sous réserve de l'article 46, le Bureau d'une corporation peut délivrer, aux conditions qu'il détermine, à toute personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation, un permis temporaire valable pour une période d'un an et renouvelable.

42. Sous réserve des dispositions d'une loi particulière, nul ne peut obtenir un permis ou un certificat de spécialiste s'il n'est détenteur d'un diplôme reconnu valide à cette fin par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil édicté en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 173 ou d'un diplôme reconnu équivalent par règlement du Bureau de la corporation délivrant un tel permis ou un tel certificat, suivant le cas.

Un certificat de spécialiste peut toutefois être délivré à une personne qui ne détient pas un diplôme visé au premier alinéa, mais qui possède une formation reconnue équivalente par les règlements du Bureau de la corporation délivrant un tel certificat.

39. Notwithstanding section 36, the president of a corporation may by special authorization empower a person legally authorized to practise outside the Province the same profession as the members of such corporation to use in the Province the title reserved to members of the corporation.

Such authorization shall be valid for three months and shall be renewed only by the Bureau.

If the president refuses to grant the authorization applied for, the application therefor may be made to the Bureau, and its decision in this respect shall be final.

DIVISION IV

COMMON PROVISIONS

40. The Bureau of a corporation shall issue a permit to any person who meets the conditions prescribed by this Code, the act constituting such corporation and the regulations made under this Code or the said act.

41. Subject to section 46, the Bureau of a corporation may issue, on the conditions it determines, to any person legally authorized to practise outside the Province the same profession as the members of such corporation a temporary permit valid for a period of one year and renewable.

42. Subject to any special act, no person may obtain a permit or a specialist's certificate unless he holds a diploma recognized as valid for such purpose by regulation of the Lieutenant-Governor in Council made under subparagraph *a* of the first paragraph of section 173 or a diploma recognized as equivalent by regulation of the Bureau of the corporation issuing such a permit or certificate, as the case may be.

A specialist's certificate may however be issued to a person not holding a diploma contemplated in the first paragraph, but who has training recognized as equivalent by the regulations of the Bureau of the corporation issuing such certificate.

43. Une corporation ne peut refuser de délivrer un permis ou un certificat de spécialiste ou d'accorder une autorisation spéciale pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale.

44. Une corporation mentionnée à l'annexe II ne peut refuser de délivrer un permis à une personne uniquement pour le motif que cette personne ne possède pas la citoyenneté canadienne, si celle-ci a été légalement admise au Canada pour y demeurer en permanence, si elle s'engage à demander la citoyenneté canadienne dès qu'elle pourra le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté canadienne (Statuts du Canada), et si elle est domiciliée au Québec.

Toutefois, une corporation mentionnée à l'annexe II ne peut délivrer un permis à une personne qui ne possède pas la citoyenneté canadienne, si cette personne n'a pas une connaissance d'usage de la langue française déterminée suivant les normes établies à cette fin par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil; tout règlement adopté en vertu du présent article doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à compter de cette publication.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut rendre le présent article applicable à d'autres corporations; tout projet d'arrêté à cette fin doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil. L'arrêté entre en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation et à compter de cette date, les dispositions contenues aux deux premiers alinéas s'appliquent aux corporations visées par l'arrêté nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale régissant ces corporations ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

45. Toute corporation à laquelle s'applique l'article 44 peut suspendre l'appartenance à cette corporation d'une personne qui ne possède pas la citoyenneté canadienne ou le droit d'une telle personne

43. No corporation shall refuse to issue a permit or specialist's certificate or to grant a special authorization for reasons of race, colour, sex, religion, national extraction or social origin.

44. A corporation mentioned in Schedule II shall not refuse to issue a permit to a person solely on the ground that he is not a Canadian citizen, if he has been lawfully admitted to Canada to remain there permanently, undertakes to apply for Canadian citizenship as soon as he may do so under the Canadian Citizenship Act (Statutes of Canada), and is domiciled in the province of Québec.

However, a corporation mentioned in Schedule II shall not issue a permit to a person who is not a Canadian citizen, if he does not have a working knowledge of the French language determined in accordance with the standards established for such purpose by regulation of the Lieutenant-Governor in Council; every regulation made under this section must be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on such publication.

The Lieutenant-Governor in Council may make this section applicable to other corporations; every draft order for such purpose must be published by the Minister in the *Québec Official Gazette*, with a notice that upon the expiry of thirty days following such publication it shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council. The order shall come into force on a similar publication of a notice of such approval and from such date the provisions contained in the first two paragraphs shall apply to the corporations contemplated in the order notwithstanding any inconsistent provision of a general law or special act governing such corporations or of a regulation made under such act.

45. Any corporation to which section 44 applies may suspend the membership in such corporation of a person who is not a Canadian citizen, or his right to practise the profession governed by such

d'exercer la profession régie par cette corporation, si cette personne ne demande pas la citoyenneté canadienne dès qu'elle peut le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté canadienne (Statuts du Canada). Cette suspension peut durer tant que cette personne n'acquiert pas la citoyenneté canadienne.

46. Une corporation visée à l'article 44 peut toutefois délivrer à une personne qui ne possède pas la citoyenneté canadienne ni la connaissance d'usage de la langue française requise suivant ledit article, un permis temporaire. Elle ne peut délivrer un tel permis pour une période dépassant un an, si ce n'est avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque l'intérêt public le requiert.

47. Le secrétaire d'une corporation inscrit au tableau toute personne qui détient un permis délivré par le Bureau de cette corporation et qui satisfait aux autres conditions d'inscription prescrites par le présent code, la loi constituant cette corporation et les règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

48. L'éditeur officiel du Québec ne peut publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis qu'un projet de loi sera présenté à l'Assemblée nationale pour autoriser l'admission d'une personne à l'exercice d'une profession visée par le présent code et le secrétaire de l'Assemblée nationale ne peut recevoir un tel projet ni le faire imprimer.

49. Le Bureau d'une corporation peut ordonner au secrétaire de refuser d'inscrire au tableau ou de radier du tableau toute personne qui :

a) présente, d'après le rapport de trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de la profession régie par cette corporation, ou

b) refuse de se soumettre à un examen médical par trois médecins afin de déterminer si elle tombe sous le coup du paragraphe *a*.

Un des médecins visés aux paragraphes *a* et *b* de l'alinéa précédent est désigné par le Bureau, un autre, par le professionnel

corporation, if he does not apply for Canadian citizenship as soon as he can do so under the Canadian Citizenship Act (Statutes of Canada). Such suspension may last so long as such person does not acquire Canadian citizenship.

46. A corporation contemplated in section 44 may however issue a temporary permit to a person who is not a Canadian citizen or does not have the working knowledge of the French language required under that section. It shall not issue such permit for a period exceeding one year, except with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council when the public interest so requires.

47. The secretary of a corporation shall enter on the roll every person who holds a permit issued by the Bureau of such corporation and who meets the other conditions of entry prescribed by this Code, the act constituting such corporation and the regulations made under this Code or the said act.

48. The Québec Official Publisher shall not publish a notice in the *Québec Official Gazette* that a bill will be presented to the National Assembly to authorize a person to be admitted to the practice of a profession contemplated by this Code and the Secretary of the National Assembly shall not receive such a bill or have it printed.

49. The Bureau of a corporation may order the secretary to refuse to enter on or strike off the roll any person who :

(a) according to the report of three physicians, is in a physical or mental condition incompatible with the practice of the profession governed by such corporation, or

(b) refuses to undergo a medical examination by three physicians to determine whether he comes under subparagraph *a*.

One of the physicians contemplated in subparagraphs *a* and *b* of the preceding paragraph shall be designated by the

intéressé et le troisième, par les deux premiers.

Toute décision du Bureau en vertu du présent article est susceptible d'appel devant le tribunal d'appel visé à l'article 153, dont la décision est finale et sans appel.

50. Tout professionnel doit s'abstenir d'exercer sa profession ou de poser certains actes professionnels dans la mesure où son état de santé y fait obstacle.

51. Le Bureau d'une corporation dont est membre un professionnel peut ordonner l'examen médical de ce professionnel et celui-ci doit se soumettre à cet examen, qui est effectué par trois médecins désignés conformément à l'article 49.

52. Le Bureau d'une corporation peut limiter le droit d'exercer les activités professionnelles de tout membre de cette corporation qu'il oblige à suivre un stage de perfectionnement, conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe *j* de l'article 89.

53. Lorsque le Bureau d'une corporation est informé ou a raison de croire que le détenteur d'un permis ou d'un certificat de spécialiste s'est rendu coupable de fraude dans l'obtention de ce permis ou de ce certificat, il peut demander qu'une enquête soit faite à ce sujet conformément à la section VII.

Si la fraude reprochée est retenue contre l'intimé, le comité de discipline révoque son permis ou son certificat, qu'il soit ou non, à ce moment, inscrit au tableau de sa corporation.

54. Nul professionnel ne peut refuser de fournir des services à une personne pour des raisons de race, de couleur, de sexe, d'âge, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale de cette personne.

55. Nul ne peut utiliser un titre de spécialiste ni agir de façon à donner lieu de croire qu'il est spécialiste, s'il n'est détenteur d'un certificat de spécialiste approprié.

Bureau, another by the professional concerned and the third, by the first two.

Every decision of the Bureau under this section shall be subject to appeal before the tribunal of appeal contemplated in section 153, and its decision shall be final and without appeal.

50. Every professional must refrain from practising his profession or performing certain professional acts to the extent that his state of health is an obstacle thereto.

51. The Bureau of a corporation of which a professional is a member may order the medical examination of such professional and he must submit to such examination, which shall be made by three physicians designated in accordance with section 49.

52. The Bureau of a corporation may limit the right to engage in professional activities of any member of such corporation whom it obliges to serve a period of refresher training in accordance with the regulations made under paragraph *j* of section 89.

53. When the Bureau of a corporation is informed or has reason to believe that the holder of a permit or specialist's certificate has been guilty of fraud in obtaining such permit or certificate, it may request that an inquiry be made into the matter in accordance with Division VII.

If the fraud charged is maintained against the respondent, the committee on discipline shall revoke his permit or certificate, whether or not he is entered on the roll of his corporation at that time.

54. No professional may refuse to provide services to a person because of the race, colour, sex, age, religion, national extraction or social origin of such person.

55. No person may use the title of specialist or act in such a way as to lead to the belief that he is a specialist unless he holds an appropriate specialist's certificate.

56. Tout professionnel qui contrevient aux articles 54 ou 55 commet un acte dérogatoire à la dignité de sa profession.

57. Tout professionnel inscrit au tableau d'une corporation doit faire connaître au secrétaire de cette corporation le lieu où il exerce principalement sa profession, dans les trente jours où il commence à exercer celle-ci.

Il doit également aviser le secrétaire de tout changement à ce sujet, dans les trente jours du changement.

SECTION V

ADMINISTRATION

§ 1.—*Le Bureau*

58. Une corporation est administrée par un Bureau formé d'un président et

a) de huit administrateurs si la corporation compte moins de 500 membres;

b) de seize administrateurs si la corporation compte de 500 à 1,500 membres;

c) de vingt-quatre administrateurs si la corporation compte plus de 1,500 membres.

Le président et tous les administrateurs doivent être citoyens canadiens.

59. Le Bureau est chargé de l'administration générale des affaires de la corporation et de veiller à l'application des dispositions du présent code, de la loi ou des lettres patentes constituant la corporation et des règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi. Il exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives de la corporation, sauf ceux qui sont du ressort des membres de la corporation réunis en assemblée générale.

60. Le président et les administrateurs visés à l'article 63 sont élus, avant l'assemblée générale annuelle des membres de la corporation, aux dates et pour les mandats n'excédant pas quatre ans fixés par les règlements de la corporation; ils sont rééligibles.

61. L'élection du président est tenue suivant l'un ou l'autre des modes suivants que l'assemblée générale détermine:

56. Every professional who contravenes sections 54 or 55 commits an act derogatory to the dignity of his profession.

57. Every professional entered on the roll of a corporation must inform the secretary of such corporation of the place where he principally practises his profession, within thirty days after he begins to practise.

He must also advise the secretary of any change in this respect, within thirty days of the change.

DIVISION V

ADMINISTRATION

§ 1.—*The Bureau*

58. A corporation shall be administered by a Bureau consisting of a president and

(a) eight directors if the corporation has less than 500 members;

(b) sixteen directors if the corporation has between 500 and 1,500 members;

(c) twenty-four directors if the corporation has more than 1,500 members.

The president and all the directors must be Canadian citizens.

59. The Bureau shall have the general administration of the affairs of the corporation and shall see to the application of this Code, the act or the letters patent constituting the corporation and the regulations made under this Code or such act. It shall exercise all the rights, powers and prerogatives of the corporation, except those within the competence of the members of the corporation in general meeting.

60. The president and the directors contemplated in section 63 shall be elected, before the annual general meeting of the members of the corporation, on the dates and for terms, not exceeding four years, fixed by the regulations of the corporation; they shall be reeligible.

61. The president shall be elected by one of the following modes, determined by the general meeting:

a) soit au suffrage universel des membres inscrits au tableau par scrutin secret;
b) soit au suffrage des administrateurs élus, qui élisent le président parmi eux par scrutin secret.

Dans les cas où l'élection du président a lieu conformément au paragraphe *b* de l'alinéa précédent, le Bureau est considéré comme régulièrement formé, nonobstant le fait que le nombre des administrateurs se trouve diminué d'une unité.

62. Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de chacune des corporations, le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de la corporation, de l'Office et du Conseil interprofessionnel, délimite le territoire du Québec en régions et fixe le mode de représentation de chacune de ces régions au sein du Bureau de chacune des corporations eu égard au nombre d'administrateurs élus au Bureau de cette corporation.

Si le nombre de membres d'une corporation n'est pas assez élevé pour justifier une division du territoire du Québec en régions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter que l'ensemble de ce territoire forme une seule région.

63. Dans les cas du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 58, six des administrateurs sont élus conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 62.

Dans les cas du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 58, treize des administrateurs sont élus conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 62.

Dans les cas du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 58, vingt des administrateurs sont élus conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 62.

64. Les candidats aux postes d'administrateurs sont proposés par un bulletin signé par au moins cinq membres de la corporation et remis au secrétaire de la corporation au moins trente jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin.

Il en est de même pour les candidats au poste de président, si ce dernier est élu au suffrage universel des membres inscrits au tableau.

(a) by a general vote of the members entered on the roll by secret ballot;

(b) by the vote of the elected directors, who shall elect the president from among their number by secret ballot.

If the president is elected in accordance with subparagraph *b* of the preceding paragraph, the Bureau shall be deemed regularly constituted notwithstanding that the number of directors is reduced by one.

62. To ensure adequate regional representation on the Bureau of each corporation, the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the corporation, the Board and the Interprofessional Council, shall delimit territorial regions of the province of Québec and fix the mode of representation of each such region on the Bureau of each corporation, having regard to the number of elected directors on the Bureau of such corporation.

If the number of members of a corporation is not sufficient to justify dividing the territory of the province of Québec into regions the Lieutenant-Governor in Council may order that all of such territory shall constitute a single region.

63. In the case of subparagraph *a* of the first paragraph of section 58, six directors shall be elected in accordance with the regulations made under section 62.

In the case of subparagraph *b* of the first paragraph of section 58, thirteen directors shall be elected in accordance with the regulations made under section 62.

In the case of subparagraph *c* of the first paragraph of section 58, twenty directors shall be elected in accordance with the regulations made under section 62.

64. Candidates for the office of director shall be proposed by a nomination paper signed by at least five members of the corporation and delivered to the secretary of the corporation at least thirty days before the date fixed for the closing of the poll.

The same applies to the candidates for the office of president, if the president is elected by a general vote of the members entered on the roll.

65. Seuls peuvent signer un bulletin de présentation d'un candidat à un poste d'administrateur dans une région donnée les professionnels qui exercent leur profession principalement dans cette région.

66. Au moins quinze jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin, le secrétaire de la corporation transmet à chacun des membres inscrits au tableau les documents suivants, en même temps qu'il les avise de cette date:

(a) un bulletin de vote certifié par le secrétaire, indiquant les noms des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où chaque membre peut exercer son droit de vote;

(b) dans les cas où le président est élu au suffrage universel des membres inscrits au tableau, un bulletin de vote certifié indiquant les noms des candidats au poste de président;

(c) une enveloppe adressée au secrétaire de la corporation et sur laquelle se trouve écrit le mot « ÉLECTION ».

67. Tous les bulletins de vote et les enveloppes destinés à servir à une élection doivent avoir la même forme et être aussi semblables que possible.

Chaque bulletin contient à droite du nom de chaque candidat un petit espace en forme de carré réservé à l'apposition de la croix du votant.

68. Seuls peuvent voter les professionnels inscrits au tableau.

Ceux-ci expriment leur vote en inscrivant une croix sur le bulletin de vote dans un ou plusieurs des carrés réservés à l'exercice du droit de vote, selon qu'il y a un ou plusieurs candidats à élire.

69. Chaque professionnel transmet son bulletin de vote ou, si le président est élu au suffrage universel, ses bulletins de vote au secrétaire de la corporation dans l'enveloppe qui lui a été envoyée à cette fin.

70. Le secrétaire de la corporation dépose dans une boîte de scrutin scellée, sans les ouvrir, toutes les enveloppes contenant les bulletins de vote qu'il reçoit avant la clôture du scrutin.

65. Only those professionals who practise their profession principally in a given region may sign the nomination paper of a candidate for the office of director in that region.

66. At least fifteen days before the date fixed for the closing of the poll, the secretary of the corporation shall send to each member entered on the roll the following documents at the same time as he advises him of such date:

(a) a ballot-paper certified by the secretary, stating the names of the candidates for the office of director in the region in which each member may exercise his right to vote;

(b) where the president is elected by a general vote of the members entered on the roll, a certified ballot-paper stating the names of the candidates for the office of president;

(c) an envelope addressed to the secretary of the corporation on which the word "ELECTION" is written.

67. All the ballot-papers and envelopes to be used at an election shall be in the same form and as nearly alike as possible.

Each ballot shall contain a small space on the right of the name of each candidate in the form of a square reserved for the marking of a cross by the voter.

68. Only those professionals entered on the roll may vote.

They shall cast their vote by making a cross on the ballot-paper within one or more of the squares reserved for voting, according to whether there are one or more candidates to be elected.

69. Each professional shall send his ballot-paper, or his ballot-papers if the president is elected by a general vote, to the secretary of the corporation in the envelope sent to him for that purpose.

70. The secretary of the corporation shall, without opening them, deposit in a sealed ballot box all the envelopes containing ballot-papers he receives before the closing of the poll.

71. Le dépouillement du vote se fait par le secrétaire de la corporation au cours d'une assemblée extraordinaire du Bureau tenue au moins cinq jours et pas plus de dix jours après la date fixée pour la clôture du scrutin.

Au cas d'égalité des voix, le secrétaire donne son vote prépondérant, en déclarant par écrit et sous sa signature pour qui il vote.

72. Les administrateurs élus doivent exercer leur profession principalement dans la région ou l'une des régions qu'ils représentent.

Un administrateur élu est considéré comme ayant démissionné à compter du moment où il cesse d'exercer sa profession principalement dans la région ou l'une des régions qu'il représente.

73. Le président et les administrateurs élus doivent être des membres de la corporation et inscrits au tableau.

Ils entrent en fonction dès leur élection et le demeurent jusqu'à leur décès, démission, remplacement ou radiation du tableau.

74. Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de postes à remplir, les postes vacants sont comblés par des membres de la corporation nommés par ceux qui ont été élus membres du Bureau. Les personnes ainsi nommées sont considérées comme des administrateurs élus du Bureau.

75. Dans le cas du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 58, deux administrateurs sont nommés par l'Office.

Dans le cas du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 58, trois administrateurs sont nommés par l'Office.

Dans le cas du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 58, quatre administrateurs sont nommés par l'Office.

Ces administrateurs sont choisis parmi une liste d'au moins cent cinquante noms fournie par le Conseil interprofessionnel; cette liste doit comprendre, au moins pour moitié, les noms de personnes qui ne sont pas membres d'une corporation professionnelle et qui sont représentatives des divers groupes sociaux-économiques.

71. The counting of the votes shall be done by the secretary of the corporation at a special meeting of the Bureau held at least five days and not more than ten days after the date fixed for the closing of the poll.

In the case of a tie vote, the secretary shall give his casting-vote by declaring in writing and over his signature for whom he votes.

72. The elected directors must practise their profession principally in the region or one of the regions they represent.

An elected director shall be considered to have resigned from the time he ceases to practise his profession principally in the region or one of the regions he represents.

73. The president and the directors elected must be members of the corporation entered on the roll.

They shall assume office upon their election and remain there until their death, resignation, replacement or striking off the roll.

74. If the number of candidates elected is less than the number of offices to be filled, the vacant positions shall be filled by members of the corporation appointed by those who have been elected members of the Bureau. The persons so appointed shall be considered as elected directors of the Bureau.

75. In the case of subparagraph *a* of the first paragraph of section 58, two directors shall be appointed by the Board.

In the case of subparagraph *b* of the first paragraph of section 58, three directors shall be appointed by the Board.

In the case of subparagraph *c* of the first paragraph of section 58, four directors shall be appointed by the Board.

Such directors shall be chosen from a list of at least one hundred and fifty names furnished by the Interprofessional Council; at least half of this list must consist of the names of persons who are not members of a professional corporation and who represent the different socio-economic groups.

[[Les administrateurs visés au présent article sont nommés pour le même terme que les administrateurs élus et ils reçoivent la même rémunération, exercent les mêmes fonctions, jouissent des mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que ces derniers.]]

[[The directors contemplated in this section shall be appointed for the same term as the elected directors and shall receive the same remuneration, perform the same duties, have the same powers and be subject to the same obligations as the latter.]]

76. Toute vacance à un poste d'administrateur élu est remplie au moyen d'une élection au scrutin secret tenue au sein des membres élus du Bureau. Le mandat de la personne ainsi élue se termine à l'expiration de celui de la personne qu'elle remplace.

76. Any vacancy in the office of an elected director shall be filled by an election by secret ballot held among the elected members of the Bureau. The term of office of the person so elected shall end upon the expiry of that of the person whom he replaces.

Le nouvel administrateur doit exercer sa profession principalement dans la région ou l'une des régions que représentait l'administrateur qu'il remplace.

The new director shall exercise his profession principally in the region or one of the regions represented by the director whom he replaces.

[[Toute vacance survenue à un poste d'administrateur nommé est remplie pour la période non écoulée du mandat par un nouvel administrateur que nomme l'Office conformément à l'article 75.]]

[[Any vacancy in the office of an appointed director shall be filled for the unexpired portion of the term by a new director appointed by the Board in accordance with section 75.]]

Tout administrateur qui fait défaut, sans excuse jugée valable par le Bureau, d'assister à trois réunions consécutives du Bureau, est remplacé conformément aux dispositions applicables en cas de vacance.

Every director who fails, without a reason considered valid by the Bureau, to attend three consecutive meetings of the Bureau shall be replaced in accordance with the provisions applicable in cases of vacancy.

77. Le président exerce un droit de surveillance générale sur les affaires de la corporation et préside les réunions des membres du Bureau ainsi que les délibérations à l'occasion des assemblées générales; il est responsable de l'administration des affaires du Bureau ainsi que de l'application des décisions du Bureau et de celles des membres de la corporation réunis en assemblée; il coordonne les travaux du Bureau et de l'assemblée et en assure la continuité.

77. The president shall exercise a right of general supervision over the affairs of the corporation and shall preside at the meetings of the members of the Bureau and over the proceedings at general meetings; he shall be responsible for the administration of the affairs of the Bureau and the application of its decisions and those of the members of the corporation at meetings; he shall co-ordinate the work of the Bureau and of the meeting and ensure its continuity.

78. Au cas de vacance au poste de président, celui-ci est remplacé pour la durée non écoulée de son mandat par l'un des administrateurs élus désigné par résolution du Bureau.

78. If the office of president becomes vacant, the president shall be replaced for the unexpired portion of his term by one of the elected directors designated by resolution of the Bureau.

79. Les membres du Bureau doivent se réunir au moins une fois par trois mois.

79. The members of the Bureau shall meet at least once every three months.

80. Des réunions extraordinaires du Bureau sont tenues à la demande du président ou de trois administrateurs.

81. Le quorum du Bureau est de la majorité des membres du Bureau; les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents.

Les membres présents sont tenus de voter, sauf empêchement stipulé par les règlements de régie interne de la corporation ou motif de recusation jugé suffisant par le président.

Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant.

82. Le Bureau, par résolution:

a) dresse, tient à jour et publie le tableau des membres de la corporation suivant les normes établies par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 172;

b) publie tout périodique, brochure ou information relatifs aux activités de la corporation ou de ses membres;

c) forme des comités, détermine leurs pouvoirs et fixe le traitement, les honoraires ou indemnités de leurs membres;

d) nomme le président ou un autre membre comme représentant de la corporation au sein du Conseil interprofessionnel;

e) nomme le secrétaire, le secrétaire adjoint et les autres employés qu'il juge nécessaires et convient avec eux des conditions de leur engagement dans le cadre des règlements;

f) détermine les devoirs et fonctions du secrétaire et des autres employés de la corporation;

g) nomme les vérificateurs chargés de vérifier les livres et comptes de la corporation;

h) reconnaît, conformément aux normes fixées en vertu du paragraphe *f* de l'article 89, l'équivalence des diplômes délivrés par un établissement d'enseignement situé hors du Québec, aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste;

i) reconnaît, conformément aux normes fixées en vertu du paragraphe *g* de l'article 89, l'équivalence de la formation d'une

80. Special meetings of the Bureau shall be held at the request of the president or three directors.

81. A majority of the members of the Bureau shall constitute a quorum; decisions shall be taken by a majority vote of the members present.

The members present must vote, unless prevented by the by-laws for internal management of the corporation or for reasons of recusation deemed sufficient by the president.

In the case of a tie-vote, the president shall have a casting-vote.

82. The Bureau shall by resolution:

(a) prepare, keep up to date and publish the roll of the members of the corporation according to the standards prescribed by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with subparagraph *a* of the first paragraph of section 172;

(b) publish any periodical, leaflet or information relating to the activities of the corporation or of its members;

(c) appoint committees, determine their powers and fix the salaries, fees or indemnities of their members;

(d) appoint the president or another member as representative of the corporation on the Interprofessional Council;

(e) appoint the secretary, the assistant secretary and other employees whom it considers necessary and agree with them on the conditions of their engagement within the scope of the regulations;

(f) determine the duties and functions of the secretary and other employees of the corporation;

(g) appoint the auditors entrusted with the audit of the books and accounts of the corporation;

(h) recognize, in accordance with the standards fixed under paragraph *f* of section 89, the equivalence of the diplomas issued by a teaching establishment situated outside the province of Québec, for the purposes of issuing a permit or specialist's certificate;

(i) recognize, in accordance with the standards fixed under paragraph *g* of section 89, the equivalence of the training

personne, aux fins de la délivrance d'un certificat de spécialiste;

j) délivre des certificats de spécialistes aux membres de la corporation habilités à en recevoir conformément aux règlements;

k) organise des cours ou des stages de formation continue pour les membres de la corporation;

l) fixe le montant de la cotisation annuelle et de toute cotisation supplémentaire que doivent payer les membres de la corporation, de même que la date avant laquelle cette cotisation doit être versée;

m) radie du tableau les membres qui ne versent pas dans le délai fixé les cotisations dont ils sont redevables à la corporation;

n) donne tout avis qu'il juge utile au ministre, à l'Office, au Conseil interprofessionnel, aux établissements d'enseignement ou à toute autre personne ou organisme qu'il juge à propos.

Toute résolution adoptée par le Bureau en vertu du paragraphe l doit, pour entrer en vigueur, être approuvée par la majorité des membres de la corporation qui se prononcent à ce sujet, sauf s'il s'agit d'une résolution fixant une augmentation de cotisation rendue nécessaire pour permettre à la corporation de payer les dépenses dues au fonds d'indemnisation, à la procédure de reconnaissance de l'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec ou à l'application des dispositions du présent code concernant la discipline ou l'inspection professionnelle.

Une résolution fixant une cotisation annuelle est applicable pour l'année pour laquelle cette cotisation a été fixée et elle demeure applicable, tant qu'elle n'est pas modifiée, pour chaque année subséquente.

83. Le Bureau doit adopter, par règlement, un code de déontologie. Ce code doit contenir, entre autres:

1° des dispositions déterminant les actes dérogatoires à la dignité de la profession;

2° des dispositions définissant les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec la dignité ou l'exercice de la profession;

3° des dispositions visant à préserver le secret quant aux renseignements de nature

of a person, for the purposes of issuing a specialist's certificate;

(j) issue specialist's certificates to members of the corporation entitled to receive them in accordance with the regulations;

(k) organize refresher courses or training periods for the members of the corporation;

(l) fix the amount of the annual assessment and of any additional assessment which the members of the corporation must pay, and the date before which such assessment must be paid;

(m) strike off the roll the members who do not pay within the fixed delay the assessments owing by them to the corporation;

(n) give any advice it considers expedient to the Minister, the Board, the Interprofessional Council, teaching establishments or any other person or body it sees fit.

Every resolution passed by the Bureau under subparagraph l must, to come into force, be approved by a majority of the members of the corporation deciding thereon, except if it is a resolution fixing an increase in assessment that has become necessary to enable the corporation to pay the expenses due to the indemnity fund, or expenses for the procedure of recognition of the equivalence of diplomas conferred outside the province of Québec or for the application of the provisions of this Code respecting professional discipline or inspection.

A resolution fixing an annual assessment shall be applicable for the year for which such assessment has been fixed and it shall remain applicable, so long as it is not amended, for each subsequent year.

83. The Bureau must make, by regulation, a code of ethics. Such code must contain, *inter alia*:

1. provisions determining which acts are derogatory to the dignity of the profession;

2. provisions defining the professions, trades, industries, businesses, offices or duties incompatible with the dignity or practice of the profession;

3. provisions to preserve the secrecy of confidential information that becomes

confidentielle qui viennent à la connaissance des membres de la corporation dans l'exercice de leur profession;

4° des dispositions concernant le droit d'une personne recourant aux services d'un professionnel de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué par ce professionnel à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents.

84. Le Bureau doit déterminer, par règlement, une procédure d'arbitrage des comptes des membres de la corporation que puissent utiliser les personnes recourant aux services de ceux-ci.

85. Le Bureau doit établir, par règlement, un fonds d'indemnisation devant servir à rembourser les sommes d'argent ou autres valeurs utilisées par un professionnel à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises, et il doit en fixer par règlement les règles d'administration.

86. Le Bureau doit déterminer, par règlement, la procédure du comité d'inspection professionnelle de la corporation.

87. Le Bureau doit déterminer, par règlement, les règles de conservation, d'utilisation ou de destruction des dossiers, livres et registres d'un professionnel après la cessation d'exercice, le décès, la suspension ou la radiation de ce professionnel du tableau de la corporation.

88. Le Bureau doit déterminer, par règlement, les éléments qu'un professionnel peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité.

89. Le Bureau peut, par règlement:

a) établir des règles concernant sa régie interne, l'administration de ses biens, la rémunération de ses membres et la nomination, la retraite, la rémunération et les conditions d'engagement de ses employés, y compris l'institution en leur faveur d'une caisse de bienfaisance ou d'un régime de

known to the members of the corporation in the practice of their profession;

4. provisions respecting the right of any person having recourse to the services of a professional to take cognizance of the documents regarding him in any record made by that professional about him and to obtain copies of those documents.

84. The Bureau must establish, by regulation, a procedure for the arbitration of the accounts of the members of the corporation which may be used by persons having recourse to the services of the members.

85. The Bureau must establish, by regulation, an indemnity fund to be used to repay the amounts of money or other securities used by a professional for purposes other than those for which they had been delivered to him and it shall fix, by regulation, the rules of administration.

86. The Bureau must determine, by regulation, the procedure of the professional inspection committee of the corporation.

87. The Bureau must determine, by regulation, rules for the preservation, use or destruction of the records, books and registers of a professional after he has ceased to practise, died, been suspended or been struck off the roll of the corporation.

88. The Bureau must determine, by regulation, what a professional may include in his public advertisements and under what conditions he may advertise.

89. The Bureau may, by regulation:

(a) establish rules for its internal management, the administration of its property, the remuneration of its members and the appointment, retirement, remuneration and conditions of engagement of its employees, including the establishment for their benefit of a benevolent fund or

rentes conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

b) fixer la date de l'élection du président et des administrateurs élus, de même que la durée de leur mandat;

c) fixer des normes relatives à la tenue de dossiers, livres et registres par un professionnel dans l'exercice de sa profession;

d) fixer des normes sur la tenue par les professionnels de leurs cabinets de consultation et de leurs autres bureaux;

e) définir les différentes classes de spécialités au sein de la profession;

f) fixer des normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement situés hors du Québec, aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste;

g) fixer des normes permettant de reconnaître, aux fins de la délivrance d'un certificat de spécialiste, l'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme autrement requis à ces fins;

h) déterminer les actes professionnels que peut poser une personne effectuant un stage d'entraînement professionnel et les conditions suivant lesquelles elle peut poser ces actes;

i) déterminer les autres conditions et modalités de délivrance des permis, des certificats de spécialiste ou des autorisations spéciales;

j) déterminer les cas où les professionnels peuvent être tenus de faire un stage de perfectionnement et fixer les conditions et modalités de la limitation de l'exercice de leurs activités professionnelles pendant un tel stage;

k) imposer à ses membres un serment de discrétion et en établir la formule.

90. Tout règlement adopté par le Bureau est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'il sera soumis à cette approbation au moins trente jours après cette publication.

Tout règlement ainsi approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a reçu cette approbation ou, s'il a été modi-

pension plan in accordance with the Supplemental Pension Plans Act;

(b) fix the date for the election of the president and of the elected directors, and their term of office;

(c) prescribe the standards for the keeping of records, books and registers by a professional in the practice of his profession;

(d) prescribe the standards for the keeping by professionals of their consulting-rooms and other offices;

(e) define the different classes of specialization within the profession;

(f) prescribe the standards for equivalence of the diplomas issued by educational establishments situated outside the province of Québec for the issuing of a permit or specialist's certificate;

(g) fix the standards for recognizing, for the issuing of a specialist's certificate, the equivalence of the training of a person who does not hold a diploma otherwise required for such purposes;

(h) determine the professional acts that may be performed by a person serving a period of professional training and the conditions under which he may perform these acts;

(i) determine the other terms and conditions for issuing permits, specialist's certificates or special authorizations;

(j) determine the cases in which professionals may be obliged to serve a period of refresher training and fix the terms and conditions limiting their right to practise their professional activities during such period;

(k) impose upon its members an oath of secrecy and determine its form.

90. Every regulation made by the Bureau shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Québec Official Gazette* with a notice stating that it shall be submitted for such approval at least thirty days after such publication.

Every regulation so approved by the Lieutenant-Governor in Council shall come into force on the day of the publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has received such approval, or if

fié lors de cette approbation, le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* du règlement tel qu'il a été approuvé.

En outre, dans le cas d'un règlement visé aux articles 83, 84 ou 85, le règlement doit avoir été approuvé par la majorité des membres de la corporation qui se sont prononcés à ce sujet, avant d'être publié dans la *Gazette officielle du Québec* et soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

§ 2.—*Le comité administratif*

91. Dans les cas où un Bureau compte seize membres ou plus, un comité administratif de cinq membres s'occupe de l'administration courante des affaires de la corporation et peut exercer tous les pouvoirs que le Bureau lui délègue, sauf les pouvoirs que celui-ci doit exercer par règlement.

Dans les autres cas, un tel comité peut être formé aux mêmes fins.

92. Le président d'une corporation est d'office membre et président de ce comité; trois membres de ce comité sont désignés par vote annuel des membres élus du Bureau parmi ces derniers; l'autre membre de ce comité est désigné par vote annuel des membres du Bureau parmi les membres nommés par l'Office.

Le vote prévu à l'alinéa précédent est tenu à la première réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle des membres de la corporation.

93. Les membres du comité administratif demeurent en fonctions jusqu'à leur remplacement par leurs successeurs.

94. Toute vacance qui survient au comité administratif est comblée suivant le mode de nomination prévu pour le membre à remplacer.

Lorsqu'un membre du comité administratif fait défaut d'assister à trois séances consécutives sans excuse jugée valable par le comité, il est réputé avoir démissionné

it has been amended upon such approval, on the day of the publication in the *Québec Official Gazette* of such regulation as approved.

In addition, in the case of a regulation contemplated in section 83, 84 or 85, the regulation must have been approved by a majority of the members of the corporation who have decided thereon, before being published in the *Québec Official Gazette* and submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

§ 2.—*Administrative Committee*

91. When a Bureau consists of sixteen or more members, an administrative committee of five members shall see to the day to day administration of the corporation's affairs and may exercise all the powers delegated to it by the Bureau, except those which the latter must exercise by regulation.

In other cases, such a committee may be constituted for the same purposes.

92. The president of a corporation shall be a member *ex officio* and the chairman of such committee; three members of such committee shall be designated by annual vote of the elected members of the Bureau from among such members; the other member of such committee shall be designated by the annual vote of the members of the committee from among the member appointed by the Board.

The vote provided for in the preceding paragraph shall be held at the first meeting of the Bureau after the annual general meeting of the members of the corporation.

93. The members of the administrative committee shall remain in office until replaced by their successors.

94. Any vacancy occurring in the administrative committee shall be filled according to the mode of appointment provided for the member to be replaced.

When a member of the administrative committee fails to attend three consecutive sittings without a reason considered valid by the committee, he is deemed to

de ce poste et il est remplacé de la même manière que si son poste était vacant.

95. Le comité administratif tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou son président. Il tient au moins une séance à toutes les six semaines.

Le quorum d'une séance du comité administratif est de trois membres.

96. À chacune des séances du Bureau, le président fait rapport à celui-ci des activités du comité administratif.

§ 3.—*Les assemblées générales*

97. Toute assemblée générale des membres d'une corporation est convoquée par le secrétaire de la corporation au moyen d'un avis adressé par courrier à chaque membre, au moins trente jours avant la date fixée pour l'assemblée, avec l'ordre du jour de l'assemblée.

Les administrateurs qui ne sont pas membres de la corporation sont convoqués de la même façon à cette assemblée; ils ont droit de parole, mais sans droit de vote.

98. L'assemblée générale annuelle des membres d'une corporation est tenue dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière de cette corporation.

99. Au cours de l'assemblée générale annuelle, le président de la corporation produit un rapport sur l'activité du Bureau et l'état financier de la corporation. Ce rapport doit être conforme aux prescriptions contenues à cette fin dans les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ce rapport est ensuite transmis à l'Office et au ministre qui le dépose devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours du début de la session suivante.

100. Le quorum d'une assemblée générale des membres d'une corporation est de vingt-cinq membres pour une corpo-

have resigned from such office and shall be replaced in the same manner as if his office was vacant.

95. The administrative committee shall hold its sittings on the dates and at the places determined by it or its chairman. It shall hold at least one sitting every six weeks.

Three members shall constitute a quorum at a sitting of the administrative committee.

96. At each sitting of the Bureau, the president shall report to it on the activities of the administrative committee.

§ 3.—*General Meetings*

97. Every general meeting of the members of a corporation shall be called by the secretary of the corporation, by a notice mailed to each member at least thirty days before the date fixed for the meeting, with the agenda of the meeting.

Directors who are not members of the corporation shall be called to such meeting in the same manner; they shall have the right to speak but not to vote.

98. The annual general meeting of the members of a corporation shall be held within three months after the end of the fiscal year of such corporation.

99. During the annual general meeting, the president of the corporation shall submit a report of the activities of the Bureau and the financial statement of the corporation. Such report must comply with the requirements for that purpose of the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council.

Such report shall then be sent to the Board and to the Minister who shall lay it before the National Assembly within thirty days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.

100. The quorum at a general meeting of the members of a corporation shall be twenty-five members for a corporation

ration comptant moins de cinq cents membres, de cinquante membres pour une corporation comptant entre cinq cents et mille cinq cents membres et de cent membres pour une corporation comptant plus de mille cinq cents membres.

101. Une assemblée générale spéciale des membres d'une corporation est tenue à la demande du président de la corporation, à la demande du Bureau ou à la demande écrite du nombre de membres requis pour former le quorum à cette assemblée. Cette demande est adressée au secrétaire qui doit alors convoquer l'assemblée conformément aux dispositions de l'article 97, au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

§ 4.—*Dispositions financières*

102. Les livres et comptes d'une corporation sont vérifiés annuellement et chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil le décrète.

103. L'année financière d'une corporation se termine le 31 mars.

SECTION VI

INSPECTION PROFESSIONNELLE

104. Un comité d'inspection professionnelle est institué au sein de chaque corporation.

Ce comité est formé de trois membres nommés par le Bureau, qui désigne un président parmi eux.

105. Lorsqu'un membre du comité est incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité.

106. Chaque membre du comité prête le serment ou fait l'affirmation solennelle contenu à l'annexe III.

107. Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de la corporation et il procède notamment à la véri-

having less than five hundred members, fifty members for a corporation having between five hundred and fifteen hundred members and one hundred members for a corporation having more than fifteen hundred members.

101. A special general meeting of the members of a corporation shall be held at the request of the president of the corporation, at the request of the Bureau or at the written request of the number of members required to constitute a quorum at such meeting. Such request shall be addressed to the secretary, who must then call the meeting in accordance with section 97 at least five days before the date fixed for the meeting.

§ 4.—*Fiscal provisions*

102. The books and accounts of a corporation shall be audited each year and whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders.

103. The fiscal year of a corporation shall end on the 31st of March.

DIVISION VI

PROFESSIONAL INSPECTION

104. A professional inspection committee is established within each corporation.

Such committee shall consist of three members appointed by the Bureau which shall designate a chairman from among them.

105. When a member of the committee is unable to act, he may be replaced by a person appointed to perform his duties while he is unable to act.

106. Each member of the committee shall take the oath or make the solemn affirmation contained in Schedule III.

107. The committee shall supervise the practice of the profession by the members of the corporation and it shall

fication de leurs dossiers, livres et registres relatifs à cet exercice.

À la demande du Bureau, le comité ou un de ses membres fait enquête sur la conduite et la compétence professionnelles de tout membre de la corporation indiqué par le Bureau; le comité ou un de ses membres peut aussi agir de sa propre initiative, à cet égard.

Le comité fait rapport au Bureau sur ses activités avec les recommandations qu'il juge appropriées.

108. Sur recommandation du comité d'inspection professionnelle, le Bureau d'une corporation peut obliger un membre de cette corporation à suivre un stage de perfectionnement et limiter le droit de ce membre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, conformément aux règlements adoptés par le Bureau.

109. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un membre du comité d'inspection professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le présent code, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement ou document relatif à une enquête qu'il tient en vertu du présent code.

110. Le comité d'inspection professionnelle fait annuellement au Bureau un rapport général sur ses activités.

SECTION VII

DISCIPLINE

§ 1.—*Constitution des comités de discipline*

111. Un comité de discipline est constitué au sein de chacune des corporations.

Le comité est saisi de toute plainte formulée contre un professionnel pour une infraction aux dispositions du présent code, de la loi constituant la corporation dont il est membre ou des règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

in particular inspect their records, books and registers relating to such practice.

At the request of the Bureau, the committee or one of its members shall inquire into the professional conduct and competence of any member of the corporation indicated by the Bureau; the committee or one of its members may also act of his own initiative in this regard.

The committee shall make a report to the Bureau on its activities with the recommendations it considers appropriate.

108. Upon the recommendation of the professional inspection committee, the Bureau of a corporation may oblige a member of such corporation to serve a period of refresher training and limit the right of such member to engage in professional activities during such period, in accordance with the regulations made by the Bureau.

109. It is forbidden to hinder in any way a member of the professional inspection committee in the performance of the duties conferred upon him by this Code, to mislead him by concealment or false declarations or refuse to furnish him with any information or document relating to an inquiry which he holds under this Code.

110. The professional inspection committee shall make a general report of its activities to the Bureau each year.

DIVISION VII

DISCIPLINE

§ 1.—*Constitution of committees on discipline*

111. A committee on discipline is constituted within each corporation.

The committee shall be seized of every complaint made against a professional for an offence against this Code, the act constituting the corporation of which he is a member or the regulations made under this Code or that act.

112. Le comité est formé d'au moins trois membres, dont un président. Celui-ci est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation du Barreau, parmi les avocats ayant au moins dix années de pratique. Au moins deux autres membres doivent être désignés par le Bureau de la corporation parmi les membres de celle-ci.

Dans le choix du président, le lieutenant-gouverneur en conseil peut considérer comme années de pratique les années au cours desquelles une personne a acquis une expérience juridique pertinente après l'obtention d'un permis d'exercice de la profession d'avocat, d'un diplôme d'admission au Barreau ou d'un certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat.

113. Le Bureau de chaque corporation nomme le secrétaire du comité de discipline de cette corporation parmi les membres de celle-ci.

Le secrétaire doit notamment voir à la préparation et à la conservation des dossiers du comité.

114. Lorsqu'un membre ou le secrétaire du comité est incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; ce remplaçant est nommé suivant le même mode de nomination que la personne à remplacer et son traitement, ses honoraires ou indemnités sont fixés de la même façon que le traitement, les honoraires ou indemnités de cette dernière.

115. En autant que faire se peut, la personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil comme président d'un comité de discipline d'une corporation est également nommée comme président du comité de discipline d'autres corporations.

116. Le Bureau de chaque corporation nomme parmi les membres de celle-ci un syndic et, si nécessaire, des syndics adjoints et des syndics correspondants.

112. The committee shall consist of at least three members, including a chairman who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Bar, from among the advocates who have at least ten years' practice. At least two other members shall be designated by the Bureau of the corporation from among the members of the corporation.

In choosing the chairman, the Lieutenant-Governor in Council may consider to be years of practice the years during which a person acquired pertinent legal experience after obtaining a permit to practise the profession of advocate, a diploma of admission to the Bar or a certificate of competence to practise the profession of advocate.

113. The Bureau of each corporation shall appoint the secretary of the committee on discipline of that corporation from among the members of the corporation.

The secretary must in particular see to the preparation and preservation of the records of the committee.

114. When a member or the secretary of the committee is unable to act, he may be replaced by a person appointed to perform his duties while he is unable to act; such substitute shall be appointed according to the same mode of appointment as the person to be replaced and his salary, fees or indemnities shall be fixed in the same manner as the salary, fees or indemnity of the latter.

115. Whenever possible, the person appointed by the Lieutenant-Governor in Council as chairman of the committee on discipline of a corporation shall also be appointed chairman of the committee on discipline of other corporations.

116. The Bureau of each corporation shall appoint, from among the members of the corporation, a syndic and, if need be, assistant syndics and corresponding syndics.

117. Le syndic et les syndics adjoints peuvent, à la suite d'une information à l'effet qu'un professionnel a commis une infraction visée à l'article 111, faire une enquête à ce sujet et exiger qu'on leur fournisse tout renseignement et tout document relatif à cette enquête.

Les syndics correspondants assistent le syndic et les syndics adjoints dans l'exécution de leurs fonctions et ils peuvent tenir une enquête, sous la directive du syndic ou d'un syndic adjoint, dans la région qui leur est attribuée.

L'article 109 s'applique à toute enquête tenue en vertu du présent article.

118. Les membres et le secrétaire du comité de discipline, de même que le syndic, les syndics adjoints et les syndics correspondants doivent prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle contenu à l'annexe III.

[[**119.** Le traitement, les honoraires ou les indemnités du président d'un comité de discipline sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

§ 2.—*Introduction de la plainte*

120. Toute plainte portée contre un professionnel est reçue par le secrétaire du comité de discipline.

121. La plainte doit être faite par écrit et appuyée du serment ou de la déclaration solennelle du plaignant.

122. Le syndic ou un syndic adjoint doit, à la demande du Bureau, porter contre un professionnel toute plainte qui paraît justifiée; il peut aussi, de sa propre initiative, agir à cet égard.

Une plainte peut être portée, par ailleurs, par toute autre personne.

123. La plainte doit indiquer sommairement la nature et les circonstances de temps et de lieu de l'infraction reprochée au professionnel.

124. La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé, lorsque les faits qui lui sont reprochés sont de nature telle que leur continuation

117. The syndic and assistant syndics may, following an information to the effect that a professional is guilty of an offence contemplated in section 111, inquire into the matter and require that they be provided with any information or document relating to such inquiry.

The corresponding syndics shall assist the syndic and the assistant syndics in the performance of their duties and may hold inquiries, under the direction of the syndic or an assistant syndic, in the regions assigned to them.

Section 109 shall apply to every inquiry held under this section.

118. The members and the secretary of the committee on discipline and the syndic, assistant syndics and corresponding syndics must take the oath or make the solemn affirmation contained in Schedule III.

[[**119.** The salary, fees or indemnities of the chairman of a committee on discipline shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

§ 2.—*Institution of complaints*

120. Every complaint lodged against a professional shall be received by the secretary of the committee on discipline.

121. The complaint must be made in writing and supported by the oath or solemn affirmation of the plaintiff.

122. The syndic or an assistant syndic must, at the request of the Bureau, lodge any complaint against a professional which appears to be justified; he may also, on his own initiative, act in this regard.

A complaint may also be lodged by any other person.

123. The complaint must state summarily the nature, time and place of the offence with which the professional is charged.

124. The complaint may request the immediate provisional striking off the roll of the respondent, when the facts with which he is charged are of such a nature

ou leur répétition risquerait de compromettre gravement la protection du public.

that their continuation or repetition would tend to compromise seriously the protection of the public.

125. Le secrétaire du comité de discipline fait signifier la plainte au professionnel contre qui elle est portée en la manière prévue au Code de procédure civile.

125. The secretary of the committee on discipline shall have the complaint served in the manner provided in the Code of Civil Procedure upon the professional against whom it is lodged.

126. Le professionnel visé par la plainte comparait par écrit, au siège social de la corporation, personnellement ou par l'intermédiaire d'un avocat, dans les dix jours de la signification.

126. The professional contemplated in the complaint shall appear in writing, either personally or through an advocate, at the corporate seat of the corporation, within ten days of the service.

La comparution peut être accompagnée ou suivie dans les dix jours d'une contestation écrite.

The appearance may be accompanied or followed within ten days by a written contestation.

127. Toute partie ou tout témoin cité devant le comité de discipline a droit à l'assistance d'un avocat.

127. Any party or witness summoned before the committee on discipline is entitled to the assistance of an advocate.

128. Le professionnel qui devient inhabile à exercer ou abandonne volontairement l'exercice de sa profession reste soumis à la juridiction disciplinaire de la corporation à laquelle il appartenait pour les actes commis alors qu'il était membre de la corporation.

128. A professional who becomes disqualified from practising or voluntarily ceases to practise his profession shall remain subject to the disciplinary jurisdiction of the corporation to which he belonged for acts done while he was a member of the corporation.

§ 3.—*Instruction de la plainte*

§ 3.—*Trial of complaints*

129. Un comité de discipline peut siéger en tout endroit du Québec. Il doit normalement siéger dans le district judiciaire où le professionnel intimé exerce principalement sa profession, mais il peut siéger ailleurs s'il le juge préférable dans l'intérêt public ou si les circonstances le justifient.

129. A committee on discipline may sit at any place in the province of Québec. It must normally sit in the judicial district in which the respondent professional principally practises his profession, but it may sit elsewhere if it considers it preferable in the public interest or if the circumstances warrant it.

130. Le comité siège au nombre de trois membres, dont le président.

130. There shall be three members, including the chairman, at the sittings of the committee.

Si le nombre de membres du comité le permet, le comité peut siéger en divisions composées de trois membres, dont le président ou une personne désignée par celui-ci parmi une liste d'avocats dressée par le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation du Barreau.

If the number of members of the committee so permits the committee may sit in divisions consisting of three members, one of whom shall be the chairman or a person chosen by him from a list of advocates prepared by the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Bar.

131. Les dépositions sont enregistrées, à moins que les parties ne renoncent à l'enregistrement.

132. Toute audition a lieu à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'intimé, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

133. L'audition doit débiter dans les cinq jours de la comparution de l'intimé, si la plainte comporte une demande de radiation provisoire contre celui-ci.

Si le comité juge que la protection du public l'exige, il peut rendre une ordonnance de radiation provisoire contre l'intimé, à la suite d'une telle demande, et cette ordonnance demeure en vigueur jusqu'à la décision finale du comité, à moins que celui-ci n'en décide autrement.

134. Le comité de discipline peut recourir à tous les moyens légaux pour s'instruire des faits allégués dans la plainte; du consentement de toutes les parties, le comité peut également, à sa discrétion, recevoir une preuve recueillie hors l'instruction.

135. Le comité doit permettre à l'intimé de présenter une défense pleine et entière.

136. La plainte peut être modifiée en tout temps, aux conditions nécessaires pour la sauvegarde des droits des parties. Toutefois, sauf du consentement de toutes les parties, le comité ne permet aucune modification d'où résulterait une plainte entièrement nouvelle n'ayant aucun rapport avec la plainte originale.

137. Le comité assigne les témoins que lui ou l'une des parties juge utile d'entendre et exige la production de tout document par voie d'assignation ordinaire sous la signature du secrétaire.

138. Le comité possède, pour contraindre les témoins à comparaître et à répondre, et pour les condamner en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour

131. The depositions shall be recorded, unless the parties dispense with recording.

132. Every hearing shall be held *in camera*, unless the committee, at the request of the respondent, considers that it is in the public interest that it not be held in this manner.

133. The hearing shall begin within five days of the appearance of the respondent, if the complaint comprises a request for the provisional striking off of the respondent.

If the committee is of opinion that the protection of the public so requires, it may make an order for the provisional striking off of the respondent, following such request, and the order shall remain in force until the final decision of the committee, unless it decides otherwise.

134. The committee on discipline may have recourse to all legal means to ascertain the facts alleged in the complaint; with the consent of all the parties, the committee may also, in its discretion, receive evidence taken outside the trial.

135. The committee must permit the respondent to present a full and complete defence.

136. The complaint may be amended at any time, on the conditions necessary to safeguard the rights of the parties. However, except with the consent of all the parties, the committee shall not allow any amendment from which an entirely new complaint unrelated to the original would result.

137. The committee shall summon such witnesses and require the production of such documents as it or either party considers useful by ordinary summons over the signature of the secretary.

138. The committee shall have all the powers of the Superior Court to compel witnesses to appear and answer, and to punish them in case of refusal;

supérieure; à cette fin, l'intimé est considéré comme un témoin.

139. Le comité reçoit, par l'entremise d'un de ses membres, le serment ou l'affirmation solennelle des parties et des témoins.

140. Le témoin ou le professionnel qui témoigne devant le comité est tenu de répondre à toutes les questions. Son témoignage est privilégié et ne peut être retenu contre lui devant aucune cour de justice.

Toute personne au courant de ce témoignage est elle-même tenue au secret, sauf le droit du président de la corporation dont est membre le professionnel et des membres du tribunal entendant un appel en vertu de l'article 153 d'en être informés dans l'exécution de leurs fonctions.

§ 4.—*Décisions et sanctions*

141. Après déclaration de culpabilité, les parties peuvent se faire entendre au sujet de la sanction.

Le comité impose la sanction dans les trente jours qui suivent la déclaration de culpabilité.

142. Le comité possède le pouvoir de condamner le plaignant ou l'intimé aux déboursés, y compris les frais d'enregistrement, ou de les répartir entre eux.

143. Le comité décide privativement à tout tribunal, en première instance, si l'intimé a commis une infraction au présent code, à la loi constituant la corporation dont il est membre ou aux règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

144. Le secrétaire consigne le procès-verbal de l'instruction et la décision du comité dans un registre spécial.

Le procès-verbal mentionne si les parties ont renoncé à l'enregistrement et en ce cas, il comporte un résumé des dépositions; il fait preuve *prima facie* de son contenu.

for such purpose the respondent shall be considered as a witness.

139. The committee shall, through one of its members, administer the oath or solemn affirmation to the parties and witnesses.

140. A witness or professional testifying before the committee shall be bound to answer all questions. His evidence is privileged and cannot be used against him before any court of justice.

Every person conversant with such evidence shall be personally bound to secrecy saving the right of the president of the corporation of which the professional is a member and of the members of the tribunal hearing an appeal under section 153 to be informed thereof in the performance of their duties.

§ 4.—*Decisions and penalties*

141. After the conviction, the parties may be heard with respect to the penalty.

The committee shall impose the penalty within thirty days after the conviction.

142. The committee shall have the power to condemn the complainant or the respondent to pay the costs, including the cost of recording, or to apportion the costs between them.

143. The committee shall decide to the exclusion of any court, in first instance, whether the respondent is guilty of an offence against this Code, the act constituting the corporation of which he is a member or the regulations made under this Code or the said act.

144. The secretary shall record the minutes of the trial and the decision of the committee in a special register.

The minutes shall mention if the parties have dispensed with recording and shall in such case include a summary of the depositions; the minutes shall constitute *prima facie* proof of their contents.

145. La décision du comité de discipline est consignée par écrit et signée par les membres du comité. Elle doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

146. Si l'une des parties est absente lorsque le comité de discipline rend sa décision quant à la culpabilité de l'intimé, le secrétaire l'en informe, par courrier recommandé, dans les dix jours.

147. Le syndic ou un syndic adjoint d'une corporation saisit le comité de discipline, par voie de plainte, de toute décision définitive d'un tribunal canadien déclarant un professionnel coupable d'un acte criminel qui peut faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement.

Le comité est tenu d'accepter la copie dûment certifiée de la décision judiciaire comme preuve de culpabilité et peut prononcer l'une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 148.

Le présent article s'applique aussi à toute décision d'un tribunal étranger déclarant un professionnel coupable d'un acte qui, s'il avait été commis au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement.

148. Le comité de discipline impose au professionnel trouvé coupable d'une infraction au présent code, à la loi constituant la corporation dont il est membre ou aux règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi, une ou plusieurs des sanctions suivantes:

- a) la réprimande;
- b) la radiation temporaire ou permanente du tableau;
- c) une amende d'au moins deux cents dollars pour chaque infraction;
- d) l'obligation de remettre à toute personne à qui elle revient une somme d'argent que le professionnel détient pour elle;
- e) la révocation du permis;
- f) la révocation du certificat de spécialiste.

Aux fins du paragraphe c du premier alinéa, lorsqu'une infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction distincte.

145. The decision of the committee on discipline shall be recorded in writing and signed by the members of the committee. It shall contain, in addition to the conclusions, the reasons for the decision.

146. If a party is absent when the committee on discipline renders its decision as to the respondent's guilt, the secretary shall inform him of it, by registered mail, within ten days.

147. The syndic or an assistant syndic of a corporation shall, by means of a complaint, refer to the committee on discipline any final decision of a Canadian court finding a professional guilty of an indictable offence which is triable only by way of indictment.

The committee must accept the duly certified copy of the judicial decision as proof of guilt and may impose one or more of the penalties provided by section 148.

This section also applies to every decision of a foreign court finding a professional guilty of an act which, if committed in Canada, would have been triable only by way of indictment.

148. The committee on discipline shall impose on a professional convicted of an offence against this Code, the act constituting the corporation of which he is a member or the regulations made under this Code or the said act, one or more of the following penalties:

- (a) reprimand;
- (b) temporary or permanent striking off the roll;
- (c) a fine of at least two hundred dollars for each offence;
- (d) the obligation to remit to any person entitled to it a sum of money the professional is holding for him;
- (e) revocation of his permit;
- (f) revocation of his specialist's certificate.

For the purposes of subparagraph c of the first paragraph, when an offence is continuous, its continuity shall constitute a separate offence, day by day.

149. Le secrétaire du comité de discipline fait signifier aux parties, conformément au Code de procédure civile, la décision du comité quant à la sanction, dans les dix jours.

150. Lorsqu'une décision du comité de discipline impose à l'accusé l'obligation de remettre une somme d'argent conformément au paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 148 et comporte une recommandation à la corporation de verser cette somme à la personne à qui elle revient, le secrétaire du comité en informe cette personne, dans les six jours.

Dans les dix jours qui suivent le rejet de l'appel ou l'expiration des délais d'appel, si aucun appel n'est logé, la corporation peut verser la somme fixée par le comité à même le fonds d'indemnisation et elle peut récupérer ensuite cette somme du professionnel fautif, en faisant homologuer la décision du comité par la Cour supérieure ou la Cour provinciale ayant juridiction, selon le montant en cause, dans le district judiciaire où le professionnel exerce principalement sa profession. Une fois homologuée, la décision du comité devient exécutoire tout comme un jugement de la cour qui l'a homologuée.

Dans le cas de l'alinéa précédent, le professionnel est automatiquement radié du tableau à compter du jour où la corporation verse à la personne à qui elle revient la somme d'argent fixée par le comité de discipline, jusqu'à ce qu'il rembourse intégralement la corporation en capital, intérêts et frais; ce remboursement ne met pas fin à une radiation prononcée, par ailleurs, contre lui.

Le Bureau de la corporation peut, sur requête, suspendre une radiation effectuée en vertu du présent article, pourvu que le professionnel radié s'engage par écrit à rembourser intégralement ce qu'il doit, dans un délai déterminé.

151. La décision du comité de discipline peut comporter une recommandation au Bureau de la corporation d'obliger le professionnel à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de celui-ci d'exercer des activités professionnelles pendant la durée de ce stage, conformément

149. The secretary of the committee on discipline shall cause to be served upon the parties, in accordance with the Code of Civil Procedure, the committee's decision as to the penalty, within ten days.

150. When a decision of the committee on discipline obliges the accused to remit a sum of money in accordance with subparagraph *d* of the first paragraph of section 148 and includes a recommendation to the corporation to pay that sum to the person entitled to it, the secretary of the committee shall inform such person of it within six days.

Within ten days of dismissal of an appeal or expiry of the delay for appeal if none is lodged, the corporation may pay the amount fixed by the committee out of the indemnity fund and may then recover such amount from the offending professional, by causing the committee's decision to be homologated by the Superior Court or the Provincial Court having jurisdiction, according to the amount involved, in the judicial district in which the professional principally practises his profession. Once homologated, the committee's decision becomes executory in the same manner as any judgment of the court which homologated it.

In the case of the preceding paragraph, the professional is automatically struck off the roll from the day on which the corporation pays to the person entitled to it the amount of money fixed by the committee on discipline, until such time as the professional fully reimburses the corporation in principal, interest and costs; this reimbursement shall not terminate his being struck off under another decision.

The Bureau of the corporation may, upon motion, suspend a striking off made under this section, provided that the professional struck off undertakes in writing to reimburse fully the amount that he owes, within a fixed delay.

151. The decision of the committee on discipline may include a recommendation to the Bureau of the corporation that it require the professional to serve a period of refresher training and that it limit his right to practise certain professional activities during such period, in

ment aux règlements adoptés par le Bureau.

152. Le professionnel radié du tableau peut demander sa réinscription au tableau avant l'expiration de sa peine, par requête adressée au comité de discipline et déposée entre les mains du secrétaire.

Si le comité est d'avis que la requête doit être accueillie, il formule une recommandation appropriée à l'intention du Bureau, qui décide en dernier ressort.

§ 5.—*Appel*

153. Est institué un tribunal des professions formé de trois juges de la Cour provinciale désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il y a appel devant ce tribunal de toute décision d'un comité de discipline.

154. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des juges du tribunal comme président du tribunal et deux autres juges de la Cour provinciale comme substituts des autres membres.

155. Tout appel en vertu de l'article 153 est interjeté par requête signifiée aux parties et au secrétaire du comité de discipline. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale au chef-lieu du district judiciaire où le requérant exerce principalement sa profession, dans les vingt jours de la signification de la décision du comité de discipline quant à la sanction, ou dans les dix jours si cette décision porte sur une demande de radiation provisoire.

Dès réception de l'avis d'appel, le secrétaire du comité transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont est appel.

Le dossier comprend la plainte, les procédures subséquentes, les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été enregistrées, le procès-verbal de l'instruction, la décision du comité et la requête.

156. Le tribunal saisi de l'appel de même que chacun de ses membres sont

accordance with the regulations adopted by the Bureau.

152. A professional struck off the roll may request that he be reentered on it before the expiry of his penalty, by a petition to the committee on discipline filed with the secretary.

If the committee is of opinion that the petition should be granted, it shall make an appropriate recommendation to the Bureau, which shall decide finally.

§ 5.—*Appeals*

153. A professions tribunal is established; it shall consist of three judges of the Provincial Court appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

An appeal shall lie to such tribunal from any decision of a committee on discipline.

154. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint one of the judges of the tribunal chairman of the tribunal and two other judges of the Provincial Court substitutes for the other members.

155. Every appeal under section 153 shall be made by a petition served upon the parties and upon the secretary of the committee on discipline. This petition must be filed at the office of the Provincial Court at the chief place of the judicial district in which the petitioner principally practises his profession, within twenty days of the service of the decision of the committee on discipline as to the penalty, or within ten days if such decision deals with an application for provisional striking off.

Upon receipt of the notice of appeal, the secretary of the committee shall send the record relating to the decision appealed from to the clerk of the Provincial Court.

The record shall comprise the complaint, the subsequent proceedings, the exhibits produced, the transcription of the depositions if they have been recorded, the minutes of the trial, the decision of the committee and the petition.

156. The tribunal to which the appeal is referred and each of its members shall

investis des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Le greffier, de même que les fonctionnaires et employés de la Cour provinciale du district dans lequel siège le tribunal, sont tenus de fournir à celui-ci les services qu'ils fournissent habituellement à la Cour provinciale elle-même.

157. L'appel suspend l'exécution de la décision du comité de discipline, à moins que le tribunal n'en ordonne l'exécution provisoire.

Toutefois, une ordonnance de radiation provisoire est exécutoire, nonobstant appel, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.

158. Dans les quinze jours de la production de la requête, l'appelant doit produire au greffe de la Cour provinciale, en cinq exemplaires, un mémoire exposant ses prétentions et en remettre deux à chacune des autres parties. Ces dernières doivent, dans les quinze jours qui suivent, déposer au greffe de la cour et remettre à l'appelant autant d'exemplaires de leur propre mémoire.

Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai fixé, l'appel peut être rejeté; si ce sont les autres parties qui sont en défaut, le tribunal peut refuser de les entendre.

159. Le tribunal peut admettre comme preuve additionnelle une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.

160. Si le tribunal décide d'entendre une preuve additionnelle, chacune des parties peut interroger ou contre-interroger les témoins convoqués et exposer ses arguments.

161. Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.

162. Sur requête d'une partie signifiée aux autres, le président du tribunal peut fixer péremptoirement la date d'audition de l'appel.

have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

The clerk and the officers and employees of the Provincial Court of the district in which the tribunal sits must provide it with the services they usually provide to the Provincial Court itself.

157. An appeal shall suspend the execution of the decision of the committee on discipline, unless the tribunal orders provisional execution thereof.

However, an order for provisional striking off the roll of a person shall be executory, notwithstanding appeal, unless the tribunal orders otherwise.

158. Within fifteen days of the filing of the petition, the appellant must file at the office of the Provincial Court five copies of a factum setting out his pretensions, and give two copies to each of the other parties. Within the following fifteen days, the other parties must file at the office of the court and give to the appellant the same number of copies of their own factums.

If the appellant does not file his factum within the delay fixed, the appeal may be dismissed; if the other parties are in default, the tribunal may refuse to hear them.

159. The tribunal may admit, as additional evidence, a copy of or extract from a document, if the original is not available.

160. If the tribunal decides to hear additional evidence, each party may examine or cross-examine the witnesses summoned and present his arguments.

161. Every party has the right to be assisted by an advocate.

162. Upon a petition by one party served on the others, the chairman of the tribunal may peremptorily fix the date for the hearing of the appeal.

163. Toute audition a lieu à huis clos, sauf si le tribunal décide, à la demande de l'intimé en première instance, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

164. Les mêmes règles que celles prévues à l'article 140 s'appliquent à l'audition devant le tribunal.

165. Le tribunal peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

La décision du tribunal est sans appel.

166. La décision du tribunal est consignée par écrit et signée par les juges qui l'ont rendue. Elle doit contenir, outre le dispositif, les motifs à l'appui.

167. Si l'une des parties est absente lorsque le tribunal rend sa décision finale, le greffier de la Cour provinciale l'en informe, par courrier recommandé, dans les dix jours.

§ 6.—*Publicité des décisions et rapports*

168. Chaque décision du comité de discipline ou du tribunal d'appel est transmise par le secrétaire du comité de discipline à l'Office.

169. Le secrétaire du comité de discipline doit faire parvenir à chacun des membres de la corporation à laquelle appartient un professionnel qui est radié du tableau ou dont le permis est révoqué un avis de la décision définitive entraînant cette radiation ou cette révocation.

170. Le secrétaire du comité de discipline doit faire annuellement au Bureau de la corporation un rapport sur les activités du comité de discipline.

Ce rapport doit indiquer notamment le nombre et la nature des plaintes reçues, le nombre de plaintes rejetées, le nombre et la nature des condamnations prononcées.

163. Every hearing shall be held *in camera*, unless the tribunal decides, at the request of the respondent in first instance, that it is in the public interest that it not be held in this manner.

164. The rules provided in section 140 shall apply to the hearing before the tribunal.

165. The tribunal may confirm, alter or quash any decision submitted to it and render the decision which it considers should have been rendered in first instance.

The tribunal's decision shall be final.

166. The decision of the tribunal shall be recorded in writing and signed by the judges who rendered it. It shall contain, in addition to the conclusions, the reasons on which it is based.

167. If one of the parties is absent when the tribunal renders its final decision, the clerk of the Provincial Court shall inform him of it by registered letter, within ten days.

§ 6.—*Publication of decisions and reports*

168. Each decision of the committee on discipline or of the appeal tribunal shall be sent by the secretary of the committee on discipline to the Board.

169. The secretary of the committee on discipline shall cause to be sent, to each member of the corporation to which a professional belongs who is struck off the roll or whose permit is revoked, a notice of the final decision imposing such striking off the roll or revocation.

170. The secretary of the committee on discipline must make an annual report to the Bureau of the corporation on the activities of the committee on discipline.

This report must indicate in particular the number and nature of the complaints received, the number dismissed, and the number and nature of the convictions pronounced.

171. L'Office fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* toute décision définitive de radiation permanente ou de révocation de permis d'un professionnel.

CHAPITRE V

RÉGLEMENTATION

172. Le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel, peut, par règlement:

a) déterminer des normes relatives à la confection, au contenu, à la mise à jour et à la publication du tableau des membres d'une corporation;

b) fixer les modalités de l'établissement, du financement et de l'administration d'un fonds d'indemnisation au sein d'une corporation;

c) prescrire des normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel des corporations.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

173. Le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de l'Office, du Conseil des universités, des établissements d'enseignement et de la corporation intéressée, peut, par règlement:

a) déterminer les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement qu'il indique qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste;

b) fixer les modalités de la collaboration de la corporation avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe a, dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études.

Les règlements visés au présent article doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* trente jours avant leur adoption et ils entrent en vigueur le jour d'une semblable publication d'un avis de cette adoption.

171. The Board shall cause every final decision to strike off a professional permanently or to revoke his permit to be published in the *Québec Official Gazette*.

CHAPTER V

REGULATIONS

172. The Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Board and the Interprofessional Council, may, by regulation:

(a) prescribe standards for the preparation, content, updating and publication of the membership roll of a corporation;

(b) fix the terms and conditions for establishing, financing and administering an indemnity fund within a corporation;

(c) prescribe standards for the preparation and content of the annual reports of the corporations.

The regulations adopted under this act shall come into force upon their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

173. The Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Board, the Council of Universities, the teaching establishments and the corporation concerned, may, by regulation:

(a) determine which diplomas issued by the teaching establishments he indicates give access to a permit or a specialist's certificate;

(b) fix the terms and conditions of co-operation by the corporation with the authorities of the teaching establishments in the province of Québec contemplated in subparagraph a, in preparing curricula leading to diplomas giving access to a permit or a specialist's certificate and in preparing examinations or any other means of evaluating the persons pursuing such studies.

The regulations contemplated in this section must be published in the *Québec Official Gazette* thirty days before they are passed and shall only come into force after the similar publication of a notice that they have been passed.

CHAPITRE VI

PERMIS DE RADIOLOGIE ET DE
RADIOTHÉRAPIE

174. À l'exception d'un médecin, d'un médecin vétérinaire ou d'un dentiste agissant conformément aux lois et aux règlements qui les régissent, nul professionnel ne peut faire de radiologie ou de radiothérapie sans détenir un permis visé à l'article 175.

175. L'Office fixe les normes de délivrance et de détention des permis habilitant à faire de la radiologie ou de la radiothérapie. À ces fins, l'Office peut s'adjoindre le concours d'un comité d'experts.

Ces normes doivent être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, et elles entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

176. Un professionnel qui désire obtenir un permis visé à l'article 175 en fait la demande au Bureau de la corporation dont il est membre. Le Bureau de cette corporation délivre le permis, dans le cadre des normes de l'Office, si le professionnel remplit les conditions prescrites par ces normes.

Un permis peut être suspendu ou révoqué, dans le cadre des normes de l'Office, par le Bureau qui l'a délivré.

CHAPITRE VII

INFRACTIONS

177. Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions du présent code, de la loi ou des lettres patentes constituant une corporation, ou des règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

CHAPTER VI

RADIOLOGY AND RADIOTHERAPY
PERMIT

174. No professional other than a physician, veterinary surgeon or dentist acting in accordance with the laws and regulations governing him may practise radiology or radiotherapy without holding a permit contemplated in section 175.

175. The Board shall fix the standards for the issue and holding of permits to practise radiology or radiotherapy. For that purpose, the Board may obtain the assistance of a committee of experts.

These standards must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, upon a recommendation by the Minister and shall come into force upon their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

176. A professional who wishes to obtain a permit contemplated in section 175 shall apply for it to the Bureau of the corporation of which he is a member. The Bureau of this corporation shall issue the permit, in keeping with the standards of the Board, if the professional fulfils the conditions prescribed by these standards.

A permit may be suspended or revoked, in conformity with the standards of the Board, by the Bureau that issued it.

CHAPTER VII

OFFENCES

177. Every person who contravenes a provision of this Code or the act or letters patent constituting a corporation, or the regulations made under this Code or that act, is guilty of an offence and is liable on summary proceeding to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

Le présent article ne s'applique pas à un professionnel dans le cas où l'infraction qui lui est reprochée peut donner lieu contre lui à une plainte conformément à la section VII du chapitre IV.

178. Toute poursuite relative à l'exercice illégal d'une profession ou à l'usurpation d'un titre réservé peut être intentée par le procureur général, sur résolution de son Bureau, par la corporation intéressée.

[[**179.** Lorsqu'une poursuite relative à l'exercice illégal d'une profession ou à l'usurpation d'un titre réservé est intentée par le procureur général, l'amende perçue est versée au fonds consolidé du revenu; lorsqu'une telle poursuite est intentée par la corporation, l'amende perçue est versée à cette dernière.]]

180. Si une personne répète des infractions visées à l'article 177, le procureur général, après lui avoir intenté des poursuites pénales, peut requérir de la Cour supérieure un bref d'injonction interlocutoire enjoignant à cette personne, à ses officiers, représentants ou employés, de cesser la commission des infractions reprochées jusqu'à prononciation du jugement final à être rendu au pénal.

Après prononciation de ce jugement, la Cour supérieure rend elle-même son jugement final sur la demande d'injonction.

Le procureur général est dispensé de l'obligation de fournir caution pour obtenir un bref d'injonction en vertu du présent article. À tous autres égards, les dispositions du Code de procédure civile concernant les brefs d'injonction s'appliquent.

CHAPITRE VIII

ENQUÊTES ET IMMUNITÉS

181. Un syndic, un syndic adjoint, un syndic correspondant, un comité d'inspection professionnelle, un comité de discipline, un tribunal siégeant en appel d'une décision d'un comité de discipline ou tout comité d'enquête formé par un Bureau peuvent, au cours d'une séance

This section does not apply to a professional if the offence with which he is charged may be the object of a complaint under Division VII of Chapter IV.

178. Any proceedings relating to the unlawful practice of a profession or the unauthorized use of a reserved title may be instituted by the Attorney-General or, upon a resolution by its Bureau, by the corporation concerned.

[[**179.** When proceedings relating to the unlawful practice of a profession or the unauthorized use of a reserved title are instituted by the Attorney-General, the fine levied shall be paid into the consolidated revenue fund; when such proceedings are instituted by the corporation, the fine levied shall be paid to it.]]

180. If a person repeats the offences contemplated in section 177, the Attorney General, after instituting penal proceedings against him, may require of the Superior Court an interlocutory writ of injunction enjoining that person or his officers, agents or employees to cease the commission of the offences charged until final judgment is pronounced in penal proceedings.

After pronouncing such judgment, the Superior Court shall itself render final judgment on the application for an injunction.

The Attorney-General is dispensed from the obligation to give security to obtain a writ of injunction under this section. In all other respects, the provisions of the Code of Civil Procedure respecting writs of injunction apply.

CHAPTER VIII

INQUIRIES AND IMMUNITIES

181. A syndic, an assistant syndic, a corresponding syndic, a professional inspection committee, a committee on discipline, a tribunal sitting in appeal on a decision by a committee on discipline, or any committee of inquiry established by a Bureau may, while sitting *in camera*,

tenue à huis clos, prendre connaissance d'un dossier d'un professionnel et requérir la remise de tout document relatif à une enquête qu'ils tiennent.

182. Les syndicats, les syndicats adjoints, les syndicats correspondants et les membres de l'Office, d'un Bureau, d'un comité de discipline, d'un comité d'inspection professionnelle ou d'un comité d'enquête formé par un Bureau, de même que les membres du tribunal entendant un appel d'une décision d'un comité de discipline, ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

183. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les personnes visées à l'article 182 agissant en leur qualité officielle.

184. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas aux personnes visées à l'article 182 agissant en leur qualité officielle.

185. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrée ou accordée à l'encontre des articles 182 et 183.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

186. Le premier ministre ou tout autre ministre qu'il désigne est chargé de l'application du présent code.

187. Sous réserve des dispositions qui suivent, la corporation constituée par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271), le 31 mai 1965, sous le nom de « Conseil interprofessionnel du Québec », est remplacée par le Conseil interprofessionnel du Québec institué à l'article 16 du présent code. Celui-ci assume les obligations de la corporation à laquelle il succède.

take cognizance of the record of a professional and require the delivery of any document respecting an inquiry which such syndic or other person or body is holding.

182. The syndics, assistant syndics, corresponding syndics and the members of the Board, of a Bureau, of a committee on discipline, of a professional inspection committee or of a committee of inquiry established by a Bureau, and the members of a tribunal hearing an appeal from a decision by a committee on discipline, shall not be prosecuted for acts done in good faith in the performance of their duties.

183. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the persons mentioned in section 182 acting in their official capacities.

184. Article 33 of the Code of Civil Procedure does not apply to the persons mentioned in section 182 acting in their official capacities.

185. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to sections 182 and 183.

CHAPTER IX

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

186. The Prime Minister or any other minister he designates is entrusted with the application of this Code.

187. Subject to the provisions which follow, the corporation constituted by letters patent under Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271) on the 31st of May 1965 under the name of "*Conseil interprofessionnel du Québec*" is replaced by the Québec Interprofessional Council constituted by section 16 of this Code. This Council assumes the obligations of the corporation to which it succeeds.

188. Le président et les membres du conseil d'administration de la corporation à laquelle succède le Conseil interprofessionnel du Québec demeurent en fonction et deviennent les représentants de leur corporation professionnelle au sein du Conseil jusqu'à ce qu'ils soient remplacés conformément au présent code.

189. La Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chapitre 246) est abrogée.

190. Les règlements adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions, tel qu'il a été édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1970, qui sont en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent code, continuent de l'être jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, remplacés ou modifiés conformément au présent code.

191. Une personne qui a déjà été admise comme membre d'une corporation avant que l'article 44 ne devienne applicable à cette corporation ou qui a été admise à l'étude ou à l'exercice d'une profession régie par une telle corporation avant ce moment, ne peut voir suspendre son appartenance à cette corporation ou son droit d'exercice de cette profession en vertu de l'article 45.

Toutefois, le présent article ne s'applique pas à une personne qui a été admise comme membre d'une corporation après que l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chapitre 246), tel qu'il a été édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1970, ne soit devenu applicable à la corporation, ou qui a été admise à l'étude ou à l'exercice d'une profession régie par une telle corporation après ce moment.

192. La Loi de la Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec, (1941, chapitre 95) est abrogée.

193. La Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec assume toutes les obligations de La Société des comptables en

188. The chairman and the directors of the corporation to which the Québec Interprofessional Council succeeds shall continue in office and become representatives of their professional corporation on the Council until they are replaced in accordance with this Code.

189. The Professional Matriculation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 246) is repealed.

190. The regulations made under section 4 of the Professional Matriculation Act, as enacted by section 2 of chapter 57 of the statutes of 1970, which are in force when this Code comes into force, shall continue in force until repealed, replaced or amended in accordance with this Code.

191. A person admitted to membership in a corporation before section 44 becomes applicable to the corporation, or admitted to the study or practice of a profession governed by such a corporation until that time, shall not be suspended from membership in the corporation or from practice of the profession under section 45.

This section shall not apply however to a person admitted to membership in a corporation after section 4 of the Professional Matriculation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 246), as enacted by section 2 of chapter 57 of the statutes of 1970, became applicable to the corporation, or admitted to the study or practice of a profession governed by such a corporation after that time.

192. The Act to incorporate the Cost and Management Institute (1941, chapter 95) is repealed.

193. The Professional Corporation of Industrial Accountants of Québec assumes all the obligations of the Society of Industrial Accountants of Québec and is substi-

administration industrielle du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

194. Le Bureau de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de La Société des comptables en administration industrielle du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de quatre autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La Société des comptables en administration industrielle du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de La Société des comptables en administration industrielle du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 192. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

195. Tous les membres en règle de La Société des comptables en administration industrielle du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

196. La Loi des comptables généraux licenciés de Québec (1946, chapitre 89) est abrogée.

197. La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec assume toutes les obligations de L'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec et est substituée à ses droits dans les limites de

tuted in its rights to the extent of those attributed to it under this Code.

194. The Bureau of the Professional Corporation of Industrial Accountants of Québec shall be composed provisionally of the members of the council of the Society of Industrial Accountants of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also provisionally include four other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is chairman of the Society of Industrial Accountants of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of office of the members of the council of The Society of Industrial Accountants of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 192. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

195. All the members in good standing of The Society of Industrial Accountants of Québec when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Industrial Accountants of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each member.

196. The Québec Certified General Accountants' Act (1946, chapter 89) is repealed.

197. The Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec assumes all the obligations of the Certified General Accountants' Association of the Province of Québec and is substituted in its rights to the extent of

ceux qui lui sont attribués par le présent code.

those attributed to it under this Code.

198. Le Bureau de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de L'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec conformément à la loi abrogée par l'article 196. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

199. Tous les membres en règle de L'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

200. La Loi des diététistes du Québec (1955/1956, chapitre 156) est abrogée.

201. La Corporation professionnelle des diététistes du Québec assume toutes les obligations de La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

198. The Bureau of the Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec shall be composed provisionally of the members of the council of the Certified General Accountants' Association of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also provisionally include three other directors appointed by the Board, in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Certified General Accountants' Association of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of office of the members of the council of the Certified General Accountants' Association of the Province of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 196. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

199. All the members in good standing of the Certified General Accountants' Association of the Province of Québec at the coming into force of this Code shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Certified Accountants of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

200. The Québec Dieticians' Act (1955/1956, chapter 156) is repealed.

201. The Professional Corporation of Dieticians of Québec assumes all the obligations of La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

202. Le Bureau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec est constitué provisoirement des personnes qui formaient le conseil général de La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil général de La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec conformément à la loi abrogée par l'article 200. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

203. Tous les membres en règle de La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

204. La Loi des travailleurs sociaux professionnels du Québec (1959/1960, chapitre 178) est abrogée.

205. La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec assume toutes les obligations de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

202. The Bureau of the Professional Corporation of Dieticians of Québec shall be composed provisionally of the members of the general council of La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also provisionally include three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the general council of La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 200. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of members of the Bureau held under this Code.

203. All the members in good standing of La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dieticians of Québec, at the coming into force of this Code, shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Dieticians of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

204. The Québec Professional Social Workers' Act (1959/1960, chapter 178) is repealed.

205. The Professional Corporation of Social Workers of Québec assumes all the obligations of the Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

206. Le Bureau de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil d'administration de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil d'administration de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec conformément à la loi abrogée par l'article 204. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

207. Tous les membres en règle de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

208. La Loi concernant la Corporation des psychologues de la province de Québec (1962, chapitre 88) est abrogée.

209. La Corporation professionnelle des psychologues du Québec assume toutes les obligations de la Corporation des psychologues de la province de Québec

206. The Bureau of the Professional Corporation of Social Workers of Québec shall be composed provisionally of the members of the board of directors of the Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also be composed provisionally of three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation provisionally shall be the person who is president of the Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the board of directors of the Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 204. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

207. All the members in good standing of the Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec at the coming into force of this Code shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Social Workers of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

208. The Act respecting the Corporation of Psychologists of the Province of Québec (1962, chapter 88) is repealed.

209. The Professional Corporation of Psychologists of Québec assumes all the obligations of the Corporation of Psychologists of the Province of Québec and is

et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

210. Le Bureau de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec est constitué provisoirement des personnes qui formaient le conseil de la Corporation des psychologues de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la Corporation des psychologues de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de la Corporation des psychologues de la province de Québec conformément à la loi abrogée par l'article 208. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

211. Tous les membres en règle de la Corporation des psychologues de la province de Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

212. La Loi de la société des conseillers en relations industrielles (1963, 1^{re} session, chapitre 99) est abrogée.

213. La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec assume toutes les obligations de La société des conseillers en relations industrielles du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

substituted in its rights within the limits of those assigned to it by this Code.

210. The Bureau of the Professional Corporation of Psychologists of Québec shall be composed provisionally of the persons who constitute the council of the Corporation of Psychologists of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also provisionally include three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall be provisionally the person who is president of the Corporation of Psychologists of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the council of the Corporation of Psychologists of the Province of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 208. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

211. All the members in good standing of the Corporation of Psychologists of the Province of Québec, at the coming into force of this Code, shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Psychologists of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

212. The Society of Industrial Relations Counsellors Act (1963, 1st session, chapter 99) is repealed.

213. The Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec assumes all the obligations of the Society of Industrial Relations Counsellors of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

214. Le Bureau de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec est constitué provisoirement des membres du bureau de La société des conseillers en relations industrielles du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constituée provisoirement de deux autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La société des conseillers en relations industrielles du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du bureau de La société des conseillers en relations industrielles du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 212. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

215. Tous les membres en règle de La société des conseillers en relations industrielles du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

216. La Loi constituant la Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec (1963, 1^{re} session, chapitre 100) est abrogée.

217. La Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec assume toutes les obligations de La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

218. Le Bureau de la Corporation professionnelle des conseillers d'orienta-

214. The Bureau of the Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec shall be composed provisionally of the members of the board of directors of the Society of Industrial Relations Counsellors of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also provisionally include two other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Professional Society of Industrial Relations Counsellors of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the board of directors of the Society of Industrial Relations Counsellors of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 212. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

215. All the members in good standing of the Society of Industrial Relations Counsellors of Québec, at the coming into force of this Code, shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

216. The Act to incorporate the Corporation of Guidance Counsellors of Québec (1963, 1st session, chapter 100) is repealed.

217. The Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec assumes all the obligations of the Corporation of Guidance Counsellors of Québec and is substituted in its rights within the limits of those assigned to it by this Code.

218. The Bureau of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of

tion professionnelle du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 216. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

219. Tous les membres en règle de La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

220. La Loi constituant en corporation La Corporation des Urbanistes du Québec (1963, 1^{re} session, chapitre 101) est abrogée.

221. La Corporation professionnelle des urbanistes du Québec assume toutes les obligations de La Corporation des urbanistes du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

222. Le Bureau de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de La Corporation des urba-

Québec shall be composed provisionally of the members of the council of the Corporation of Guidance Counsellors of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Corporation of Guidance Counsellors of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the council of the Corporation of Guidance Counsellors of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 216. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

219. All the members in good standing of the Corporation of Guidance Counsellors of Québec, at the coming into force of this Code, shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

220. The Act to incorporate The Corporation of Urbanists of Québec (1963, 1st session, chapter 101) is repealed.

221. The Professional Corporation of Town Planners of Québec assumes all the obligations of The Corporation of Urbanists of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

222. The Bureau of the Professional Corporation of Town Planners of Québec shall be composed provisionally of the members of the council of The Corporation

nistes du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de deux autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La Corporation des urbanistes du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de La Corporation des urbanistes du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 220. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

223. Tous les membres en règle de La Corporation des urbanistes du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

224. La Loi constituant La Corporation des administrateurs agréés du Québec (1966/1967, chapitre 128) est abrogée.

225. La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec assume toutes les obligations de La Corporation des administrateurs agréés du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

226. Le Bureau de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de La Corporation des administrateurs agréés du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres

of Urbanists of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally two other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of The Corporation of Urbanists of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the Council of the Corporation of Urbanists of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 220. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

223. All the members in good standing of The Corporation of Urbanists of Québec at the coming into force of this Code shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Town Planners of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

224. The Act to incorporate the Corporation of Chartered Administrators of Québec (1966/1967, chapter 128) is repealed.

225. The Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec assumes all the obligations of the Corporation of Chartered Administrators of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

226. The Bureau of the Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec shall be composed provisionally of the members of the council of the Corporation of Chartered Administrators of Québec at the coming into force of this Code.

The Board of the Corporation shall also include provisionally three other directors

administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de La Corporation des administrateurs agréés du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de La Corporation des administrateurs agréés du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 224. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

227. Tous les membres en règle de La Corporation des administrateurs agréés du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

228. La Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec (1969, chapitre 104) est abrogée.

229. La Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec assume toutes les obligations de la Corporation des évaluateurs agréés du Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

230. Le Bureau de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de la Corporation des évaluateurs du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la Corporation des évaluateurs agréés

appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Corporation of Chartered Administrators of Québec at the coming into force of this Code.

The term of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the council of the Corporation of Chartered Administrators of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 224. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

227. All the members in good standing of the Corporation of Chartered Administrators of Québec, at the coming into force of this Code, shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

228. The Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec (1969, chapter 104) is repealed.

229. The Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec assumes all the obligations of the Corporation of Chartered Appraisers of Québec and is substituted in its rights within the limit of those assigned to it by this Code.

230. The Bureau of the Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec shall be composed provisionally of the members of the Board of the Corporation of Chartered Appraisers of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Professional Corporation of

du Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de la Corporation des évaluateurs agréés du Québec conformément à la loi abrogée par l'article 228. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

231. Tous les membres en règle de la Corporation des évaluateurs agréés du Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

232. Le Bureau de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec est constitué provisoirement de six administrateurs nommés par l'Office qui désigne parmi eux un président.

Deux de ces administrateurs, dont le président, sont nommés pour trois ans, deux autres pour deux ans et les deux autres pour un an.

Nonobstant l'expiration de leur mandat, le président et les autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article, le demeurent jusqu'à ce qu'ils soient élus ou remplacés conformément au présent code.

233. Toutes les personnes enregistrées comme hygiénistes dentaires conformément aux règlements du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec concernant les hygiénistes dentaires, lors de l'entrée en vigueur du présent Code, sont inscrites au tableau de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacune d'elles un permis.

Chartered Appraisers of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the Board of the Corporation of Chartered Appraisers of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 228. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

231. All the members in good standing of the Corporation of Chartered Appraisers of Québec at the coming into force of this Code shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

232. The Bureau of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec shall be composed provisionally of six directors appointed by the Board which shall appoint a president from among them.

Two of such directors, including the president, shall be appointed for three years, two others for two years and the remaining two for one year.

Notwithstanding the expiry of their term the president and the other members of the Bureau in office under this section shall remain in office until elected or replaced in accordance with this Code.

233. All the persons registered as dental hygienists in accordance with the by-laws of the College of Dental Surgeons of the Province of Québec respecting dental hygienists when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec by the secretary of such Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each of them.

234. Le Bureau de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec peut délivrer un permis à une personne qui a exercé la profession d'hygiéniste dentaire au Québec avant le 1^{er} novembre 1972, quoique cette personne ne remplisse pas exactement les conditions prescrites par le présent code et les règlements adoptés en vertu de celui-ci, si cette personne en fait la demande écrite avant le 1^{er} janvier 1974 et subit avec succès les examens requis par le Bureau.

235. La Loi des techniciens dentaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 254) est abrogée.

236. La Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec assume toutes les obligations de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

237. Le Bureau de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec conformément à la loi abrogée par l'article 235. Toutefois, notwithstanding l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

234. The Bureau of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec may issue a permit to a person who practised the profession of dental hygienist in Québec before the 1st of November 1972 although that person does not precisely fulfil the conditions prescribed by this Code and the regulations made under it, if the person applies therefor in writing before the 1st of January 1974 and passes the examinations required by the Bureau.

235. The Dental Technicians Act (Revised Statutes, 1964, chapter 254) is repealed.

236. The Professional Corporation of Dental Technicians of Québec assumes all the obligations of the Association of Dental Technicians of the Province of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

237. The Bureau of the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec shall be composed provisionally of the members of the council of the Association of Dental Technicians of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Association of Dental Technicians of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the council of the Association of Dental Technicians of the Province of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 235. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

238. Tous les membres en règle de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec, lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

239. La Loi des orthophonistes et des audiologistes (Statuts refondus, 1964, chapitre 256) est abrogée.

240. La Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec assume toutes les obligations de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

241. Le Bureau de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de deux autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec conformément à la loi abrogée par l'article 239. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

242. Tous les membres en règle de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec, à la date de l'entrée en vigueur du présent code, sont

238. All members in good standing of the Association of Dental Technicians of the Province of Québec when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec by the secretary of the Corporation. The Bureau of the Corporation shall issue a permit to each member.

239. The Speech Therapists and Audiologists Act (Revised Statutes, 1964, chapter 256) is repealed.

240. The Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec assumes all the obligations of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

241. The Bureau of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec shall be composed provisionally of the members of the board of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally two other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the board of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec would have expired in accordance with the act repealed by section 239. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

242. All members in good standing of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec when this Code comes into force shall be entered on the roll of

inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

243. La corporation désignée sous le nom de « Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. », constituée le 20 juillet 1961 en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, est dissoute et ses lettres patentes sont annulées.

La Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec assume toutes les obligations de cette corporation et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

244. Le Bureau de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil d'administration de la corporation Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de trois autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la corporation Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil d'administration de la corporation Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc., si cette corporation n'avait pas été dissoute par l'article 243. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec by the secretary of the Corporation. The Bureau of such Corporation shall issue a permit to each member.

243. The corporation called "Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc.", incorporated on the 20th of July 1961 under Part III of the Companies Act, is dissolved and its letters patent are cancelled.

The Professional Corporation of Physiotherapists of Québec assumes all the obligations of such corporation and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

244. The Bureau of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec shall be composed provisionally of the members of the board of directors of the corporation called Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally three other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the corporation called Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. at the coming into force of this Code.

The term of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the board of directors of the corporation called Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. would have expired had the corporation not been dissolved by section 243. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

245. Tous les membres en règle de la corporation Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc., lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

Le Bureau peut également délivrer un permis à toute personne qui en fait la demande dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent code, si cette personne a exercé la physiothérapie au Québec, sur les ordonnances de médecins, pendant les trois années précédant l'entrée en vigueur du présent code.

246. La corporation désignée sous le nom de « Québec Society of Occupational Therapists Inc. », constituée le 12 novembre 1930 en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, est dissoute et ses lettres patentes sont annulées.

La Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec assume toutes les obligations de cette corporation et est substituée à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

247. Le Bureau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec est constitué provisoirement des membres du conseil d'administration de la corporation Québec Society of Occupational Therapists Inc. lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le Bureau de la Corporation est aussi constitué provisoirement de deux autres administrateurs nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Le président de la Corporation est provisoirement la personne qui était président de la corporation Québec Society of Occupational Therapists Inc. lors de l'entrée en vigueur du présent code.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du conseil d'administration de la corporation Québec Society of Occupational Therapists Inc., si cette corporation n'avait pas été

245. All members in good standing of the corporation called Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc. when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec by the secretary of the Corporation. The Bureau of the Corporation shall issue a permit to each member.

The Bureau may also issue a permit to any person applying for it within twelve months from the coming into force of this Code, if the person has practised physiotherapy in the province of Québec, on physicians' prescriptions for the three years preceding the coming into force of this Code.

246. The corporation called the "Québec Society of Occupational Therapists of Québec Inc.", incorporated on the 12th of November 1930 under Part III of the Companies Act, is dissolved and its letters patent are cancelled.

The Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec assumes all the obligations of such corporation and is substituted in its rights to the extent of those attributed to it by this Code.

247. The Bureau of the Professional Corporation of Occupational Therapists shall be composed provisionally of the members of the board of directors of the corporation called the Québec Society of Occupational Therapists Inc. at the coming into force of this Code.

The Bureau of the Corporation shall also include provisionally two other directors appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The president of the Corporation shall provisionally be the person who is president of the corporation called the Québec Society of Occupational Therapists Inc. at the coming into force of this Code.

The term of office of the president and other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the board of directors of the corporation called the Québec Society of Occupational Therapists Inc. would have expired had the

dissoute par l'article 246. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément au présent code.

248. Tous les membres en règle de la corporation Québec Society of Occupational Therapists Inc., lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

Le Bureau peut également délivrer un permis à toute personne qui en fait la demande dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent code, si cette personne a exercé l'ergothérapie au Québec, sur les ordonnances de médecins, pendant les trois années précédant l'entrée en vigueur du présent code.

249. La corporation désignée sous le nom de « l'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec », constituée le 29 décembre 1959, et la corporation désignée sous le nom de « Cercle des Gardes-malades du Québec Inc. », constituée le 2 mars 1965, sont dissoutes et leurs lettres patentes sont annulées.

La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec assume toutes les obligations de ces corporations et est substituée à leurs droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par le présent code.

250. Le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec est constitué provisoirement de vingt-cinq administrateurs nommés par l'Office; vingt et un des administrateurs sont choisis parmi les membres des corporations dissoutes en vertu de l'article 249 et l'Office désigne parmi eux un président.

Les quatre autres administrateurs sont nommés par l'Office, de la manière prévue à l'article 75.

Les membres du Bureau ainsi formé sont nommés pour trois ans et restent en

corporation not been dissolved by section 246. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this Code.

248. All the members in good standing of the corporation called the Québec Society of Occupational Therapists Inc. when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec by the secretary of the Corporation. The Bureau of the Corporation shall issue a permit to each member.

The Bureau may also issue a permit to any person applying for it within twelve months from the coming into force of this Code, if the person has practised occupational therapy in the province of Québec, on physicians' prescriptions for the three years preceding the coming into force of this Code.

249. The corporation called "l'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec", incorporated on the 29th of December 1959, and the corporation called "Cercle des Gardes-malades du Québec Inc.", incorporated on the 2nd of March 1965, are dissolved and their letters patent are cancelled.

The Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec assumes all the obligations of such corporations and is substituted in their rights within the limits of those assigned to it by this Code.

250. The Bureau of the Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec shall be composed provisionally of twenty-five directors appointed by the Board, of whom twenty-one shall be chosen from among the members of the corporations dissolved under section 249, and one of whom the Board shall designate as president.

The other four directors shall be appointed by the Board in the manner provided in section 75.

The members of the Bureau so constituted shall be appointed for three years

fonction jusqu'à ce qu'ils soient élus ou remplacés conformément au présent code.

251. Tous les membres en règle de l'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec et du Cercle des Gardes-malades du Québec Inc., lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont inscrits au tableau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec par le secrétaire de cette Corporation. Le Bureau de cette Corporation délivre à chacun d'eux un permis.

252. Tout renvoi dans une loi générale ou spéciale, une proclamation, un arrêté en conseil, une ordonnance, un règlement, une résolution, une procédure, une décision disciplinaire, un certificat, un contrat ou un autre document à une disposition d'une loi abrogée par un des articles 192, 196, 200, 204, 208, 212, 216, 220, 224, 228, 235 et 239 est un renvoi à la disposition équivalente du présent code, si une telle disposition existe.

253. Les règlements des corporations mentionnées ci-dessous, qui sont en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent code, continuent de l'être pour une période n'excédant pas douze mois ou pour toute autre période fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent code et des règlements adoptés en vertu de celui-ci, à moins qu'ils ne soient abrogés, remplacés ou modifiés conformément au présent code:

a) La Société des comptables en administration industrielle du Québec;

b) L'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec (Certified General Accountants' Association of the Province of Québec);

c) La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dietitians of Québec;

d) La Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec;

e) La Corporation des psychologues de la province de Québec;

and shall remain in office until elected or replaced in accordance with this Code.

251. All the members in good standing of l'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec and the Cercle des Gardes-malades du Québec Inc. when this Code comes into force shall be entered on the roll of the Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec by the secretary of the Corporation. The Bureau of the Corporation shall issue a permit to each of them.

252. Any reference in a general law or special act, proclamation, order in council, order, by-law, regulation, resolution, proceeding, disciplinary decision, certificate, contract or other document to a provision of an act repealed by section 192, 196, 200, 204, 208, 212, 216, 220, 224, 228, 235 or 239 is a reference to an equivalent provision of this Code, if such a provision exists.

253. The by-laws of the corporations hereinafter mentioned, in force at the coming into force of this Code, shall continue in force for a period not exceeding twelve months or for any other period fixed by the Lieutenant-Governor in Council to the extent that they are not inconsistent with this Code and the regulations made thereunder, unless repealed, replaced or amended under this Code:

(a) The Society of Industrial Accountants of Québec;

(b) The Certified General Accountants' Association of the Province of Québec (L'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec);

(c) La Corporation des diététistes du Québec — The Corporation of Dietitians of Québec;

(d) The Corporation of Professional Social Workers of the Province of Québec (La Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec);

(e) The Corporation of Psychologists of the Province of Québec;

f) La société des conseillers en relations industrielles du Québec;

g) La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;

h) La Corporation des Urbanistes du Québec;

i) La Corporation des administrateurs agréés du Québec;

j) La Corporation des évaluateurs agréés du Québec;

k) L'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;

l) La Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec;

m) Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc.;

n) La Québec Society of Occupational Therapists Inc.;

o) L'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec;

p) Le Cercle des Gardes-malades du Québec Inc.

(f) The Society of Industrial Relations Counsellors of Québec;

(g) The Corporation of Guidance Counsellors of Québec;

(h) The Corporation of Urbanists of Québec;

(i) The Corporation of Chartered Administrators of Québec;

(j) The Corporation of Chartered Appraisers of Québec;

(k) The Association of Dental technicians of the Province of Québec;

(l) The Speech and Hearing Society of the Province of Québec;

(m) Les Physiothérapeutes de la province de Québec Inc. — The Province of Québec Physiotherapists Inc.;

(n) The Québec Society of Occupational Therapists Inc.;

(o) L'Association des Gardes-malades et Infirmiers auxiliaires de la Province de Québec;

(p) The Cercle des Gardes-malades du Québec Inc.

254. Les affaires relatives à la discipline des membres des corporations mentionnées à l'article 253, qui sont pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent code, sont continuées et décidées suivant la loi qui était en vigueur et par l'organisme qui en était saisi avant l'entrée en vigueur du présent code.

Les membres de l'organisme saisis d'une affaire doivent la terminer, nonobstant l'expiration de leur mandat.

255. Nonobstant l'article 61, la première élection des présidents des Bureaux des corporations tenue après l'entrée en vigueur du présent code a lieu au suffrage universel des membres inscrits au tableau.

256. Tant qu'une résolution n'a pas été adoptée pour fixer une cotisation annuelle conformément à l'article 82, le montant de cette cotisation est réputé être le même que celui de la cotisation annuelle exigible pour l'année en cours lors de l'entrée en vigueur du présent code et cette cotisation demeure soumise aux mêmes règles quant au mode et à la date de paiement.

254. The matters relating to the discipline of the members of the corporations mentioned in section 253 pending at the coming into force of this Code shall be continued and decided according to the act in force and by the body to which they were referred before the coming into force of this Code.

The members of the body to which any matter has been referred must conclude it, notwithstanding the expiry of their term of office.

255. Notwithstanding section 61, the first election of the presidents of the corporations held after the coming into force of this Code shall be by a general vote of the members entered on the roll.

256. Until a resolution is passed to fix an annual assessment in accordance with section 82, the amount of the assessment is deemed the same as that of the annual assessment exigible for the current year at the coming into force of this Code, and shall be subject to the same rules regarding the mode and date of payment.

257. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, et par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, ainsi que par l'article 2 du chapitre 8, l'article 87 du chapitre 17 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, par l'article 2 du chapitre 17, l'article 199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20 et l'article 26 du chapitre 77 des lois de 1971, et par l'article 96 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 10*), l'article 175 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 23*) et l'article 66 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 24*) des lois de 1972, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin, après le paragraphe 13°, le suivant :

« 14° les membres, ainsi que le secrétaire et les autres employés de l'Office des professions du Québec. »

[[**258.** Les dépenses encourues par le gouvernement pour l'application des articles 4, 5, 9 et 75, du troisième alinéa de l'article 76, de l'article 119, du deuxième alinéa des articles 194, 198, 202, 206, 210, 214, 218, 222, 226 et 230, de l'article 232, du deuxième alinéa des articles 237, 241, 244, 247 et 250 sont payées, pour les exercices financiers 1972/1973 et 1973/1974, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à ces fins par la Législature.]]

[[**259.** Le ministre peut, aux conditions et de la manière déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder annuellement à une corporation une subvention, en tenant compte du nombre des membres de cette corporation, afin de lui

257. Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), by section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, and by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, by section 2 of chapter 8, section 87 of chapter 17 and section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, by section 2 of chapter 17, section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20 and section 26 of chapter 77 of the statutes of 1971, and by section 96 of chapter (*insert here chapter number of Bill 10*), section 175 of chapter (*insert here chapter number of Bill 23*) and section 66 of chapter (*insert here chapter number of Bill 24*) of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end, after paragraph 13, the following :

“(14) the members, the secretary and the other employees of the Québec Professions Board.”

[[**258.** The expenditures incurred by the Government in the application of sections 4, 5, 9 and 75, the third paragraph of section 76, section 119, the second paragraph of each of sections 194, 198, 202, 206, 210, 214, 218, 222, 226, and 230, section 232, the second paragraph of each of sections 237, 241, 244, 247 and 250 shall be paid, for the fiscal years 1972/1973 and 1973/1974, out of the consolidated revenue fund, and, for the subsequent fiscal years, out of the moneys granted annually for such purposes by the Legislature.]]

[[**259.** The Minister may, on the conditions and in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council, annually grant a subsidy to a corporation, taking into account the number of its members, to enable it to meet all its

permettre de remplir toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent code.

Une telle subvention est prise, pour les exercices financiers 1972/1973 et 1973/1974, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à ces fins par la Législature.]]

260. Les dispositions du présent code entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

obligations under this Code.

Such a subsidy shall be taken for the fiscal years 1972/1973 and 1973/1974 out of the consolidated revenue fund and for the subsequent fiscal years out of the moneys granted annually for such purposes by the Legislature.]]

260. The provisions of this Code shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE I

1. La Corporation professionnelle des avocats du Québec;
2. La Corporation professionnelle des notaires du Québec;
3. La Corporation professionnelle des médecins du Québec;
4. La Corporation professionnelle des dentistes du Québec;
5. La Corporation professionnelle des pharmaciens du Québec;
6. La Corporation professionnelle des optométristes du Québec;
7. La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec;
8. La Corporation professionnelle des agronomes du Québec;
9. La Corporation professionnelle des architectes du Québec;
10. La Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec;
11. La Corporation professionnelle des arpenteurs-géomètres du Québec;
12. La Corporation professionnelle des ingénieurs forestiers du Québec;
13. La Corporation professionnelle des chimistes du Québec;
14. La Corporation professionnelle des comptables agréés du Québec;
15. La Corporation professionnelle des techniciens en radiologie du Québec;
16. La Corporation professionnelle des denturologistes du Québec;
17. La Corporation professionnelle des opticiens d'ordonnance du Québec;
18. La Corporation professionnelle des chiropraticiens du Québec;
19. La Corporation professionnelle des acousticiens en prothèses auditives du Québec;

SCHEDULE I

1. The Professional Corporation of Advocates of Québec;
2. The Professional Corporation of Notaries of Québec;
3. The Professional Corporation of Physicians of Québec;
4. The Professional Corporation of Dentists of Québec;
5. The Professional Corporation of Pharmacists of Québec;
6. The Professional Corporation of Optometrists of Québec;
7. The Professional Corporation of Veterinary Surgeons of Québec;
8. The Professional Corporation of Agronomists of Québec;
9. The Professional Corporation of Architects of Québec;
10. The Professional Corporation of Engineers of Québec;
11. The Professional Corporation of Land-Surveyors of Québec.
12. The Professional Corporation of Forest Engineers of Québec;
13. The Professional Corporation of Chemists of Québec;
14. The Professional Corporation of Chartered Accountants of Québec;
15. The Professional Corporation of Radiology Technicians of Québec;
16. The Professional Corporation of Denturologists of Québec;
17. The Professional Corporation of Dispensing Opticians of Québec;
18. The Professional Corporation of Chiropractors of Québec;
19. The Professional Corporation of Hearing-aid Acousticians of Québec;

- | | |
|---|--|
| 20. La Corporation professionnelle des podiatres du Québec; | 20. The Professional Corporation of Podiatrists of Québec; |
| 21. La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers du Québec; | 21. The Professional Corporation of Nurses of Québec; |
| 22. La Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec; | 22. The Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of Québec; |
| 23. La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec; | 23. The Professional Corporation of Licensed General Accountants of Québec; |
| 24. La Corporation professionnelle des diététistes du Québec; | 24. The Professional Corporation of Dietitians of Québec; |
| 25. La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec; | 25. The Professional Corporation of Social Workers of Québec; |
| 26. La Corporation professionnelle des psychologues du Québec; | 26. The Professional Corporation of Psychologists of Québec; |
| 27. La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec; | 27. The Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec; |
| 28. La Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec; | 28. The Professional Corporation of Vocational Guidance Counsellors of Québec; |
| 29. La Corporation professionnelle des urbanistes du Québec; | 29. The Professional Corporation of Town Planners of Québec; |
| 30. La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec; | 30. The Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec; |
| 31. La Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec; | 31. The Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec; |
| 32. La Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec; | 32. The Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec; |
| 33. La Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec; | 33. The Professional Corporation of Dental Technicians of Québec; |
| 34. La Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec; | 34. The Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec; |
| 35. La Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec; | 35. The Professional Corporation of Physiotherapists of Québec; |
| 36. La Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec; | 36. The Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec; |
| 37. La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec. | 37. The Professional Corporation of Nurse's Aides of Québec. |

ANNEXE II

1. La Corporation professionnelle des médecins du Québec;
2. La Corporation professionnelle des dentistes du Québec;
3. La Corporation professionnelle des pharmaciens du Québec;
4. La Corporation professionnelle des optométristes du Québec;

SCHEDULE II

1. The Professional Corporation of Physicians of Québec;
2. The Professional Corporation of Dentists of Québec;
3. The Professional Corporation of Pharmacists of Québec;
4. The Professional Corporation of Optometrists of Québec;

- | | |
|---|---|
| 5. La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec; | 5. The Professional Corporation of Veterinary Surgeons of Québec; |
| 6. La Corporation professionnelle des agronomes du Québec; | 6. The Professional Corporation of Agrologists of Québec; |
| 7. La Corporation professionnelle des architectes du Québec; | 7. The Professional Corporation of Architects of Québec; |
| 8. La Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec; | 8. The Professional Corporation of Engineers of Québec; |
| 9. La Corporation professionnelle des ingénieurs forestiers du Québec; | 9. The Professional Corporation of Forest Engineers of Québec; |
| 10. La Corporation professionnelle des chimistes du Québec; | 10. The Professional Corporation of Chemists of Québec; |
| 11. La Corporation professionnelle des comptables agréés du Québec; | 11. The Professional Corporation of Chartered Accountants of Québec; |
| 12. La Corporation professionnelle des techniciens en radiologie du Québec; | 12. The Professional Corporation of Radiology Technicians of Québec; |
| 13. La Corporation professionnelle des denturologistes du Québec; | 13. The Professional Corporation of Denturologists of Québec; |
| 14. La Corporation professionnelle des opticiens d'ordonnance du Québec; | 14. The Professional Corporation of Dispensing Opticians of Québec; |
| 15. La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers du Québec; | 15. The Professional Corporation of Nurses of Québec; |
| 16. La Corporation professionnelle des diététistes du Québec; | 16. The Professional Corporation of Dieticians of Québec; |
| 17. La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec; | 17. The Professional Corporation of Social Workers of Québec; |
| 18. La Corporation professionnelle des psychologues du Québec; | 18. The Professional Corporation of Psychologists of Québec; |
| 19. La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec; | 19. The Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec; |
| 20. La Corporation professionnelle des conseillers d'orientation professionnelle du Québec; | 20. The Professional Corporation of Vocational Guidance Counsellors of Québec; |
| 21. La Corporation professionnelle des urbanistes du Québec; | 21. The Professional Corporation of Town Planners of Québec; |
| 22. La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec; | 22. The Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec; |
| 23. La Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec. | 23. The Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec. |
| 24. La Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec. | 24. The Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec. |

ANNEXE III

Serment ou affirmation de discrétion

Je, A.B., jure (*ou affirme solennellement*) que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide. »*)

SCHEDULE III

Oath or affirmation of discretion

I, A.B., swear (*or solemnly affirm*) that I will not reveal or make known, without being authorized therefor by law, anything whatsoever of which I have taken cognizance in the performance of my duties. (*In the case of taking the oath, add: "So help me God."*)